

TRAVAILLEURS

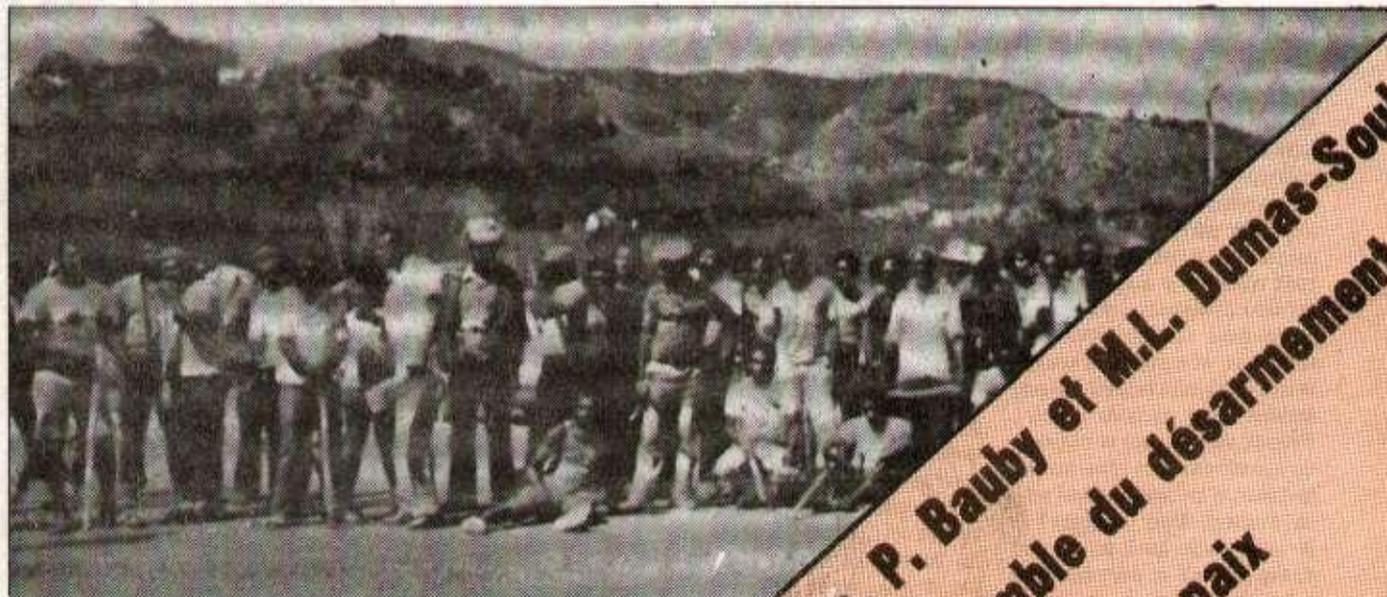
Parti Communiste Marxiste Léniniste



MENSUEL - N° 6 - Février 1983 - 6,00 F

POUR BATTRE LA DROITE
AUX MUNICIPALES

Combatte l'austérité



NOUVELLE-CALÉDONIE :

**L'indépendance
va de soi...**

**P.L. Séguillon, P. Bauby et M.L. Dumas-Soula
parlent ensemble du désarmement,
de la paix**



Les lecteurs nous écrivent

SANS CRACHER DANS LA SOUPE...

A propos de l'interview de Lavilliers dans *Travailleurs* n°5, ce petit commentaire. Précisons, tout d'abord, que, sans le porter au pinacle, j'aime bien — généralement — ce que fait Lavilliers. Mais venons-en à l'essentiel. Je ne vois pas l'intérêt d'une telle interview, du moins telle qu'elle est conçue, dans notre presse. Il y a des revues spécialisées, avec beaucoup plus de moyens que *Travailleurs*, qui font cela très bien. Si Lavilliers ne veut pas leur accorder d'interview, c'est son problème. Attention : je ne dis pas qu'il ne faut pas interviewer Lavilliers ou d'autres... Au contraire, je crois qu'il faut développer ce genre d'interviews.

Que Lavilliers aime plus l'intimité chaleureuse des cabarets, où les gens sont peu nombreux et à « 20 cm », que les shows devant 7000 spectateurs, je m'en bats l'œil. Qu'il crache sur le showbiz qui dénature, récupère et distille les stars comme Palmolive les savonnettes... C'est oublier, à mon avis, que, bon gré mal gré, aujourd'hui, s'il veut être diffusé et écouté par une majorité de gens (et non une petite élite qui connaît la *Discophagie*), il doit être une de ces savonnettes. A lui d'apporter un autre parfum. Quant à son mépris par rapport à un certain rock récupéré et aseptisé, ce qui est sans doute vrai... c'est voir la paille dans l'œil du voisin. Le rock a eu, et a peut-être encore, valeur de révolte face aux valeurs établies, pour certains jeunes... Révolte vite récupérée et canalisée ou qui conduit à se briser contre le béton d'un système qui en a vu d'autres. Mais le reggae? Si je comprends qu'il puisse être « progressiste » et peut être « révolutionnaire » à la Jamaïque (sans porter de jugement de valeur sur la mystique qui l'entoure), en France ce n'est qu'une musique, une mode... Si elle catalyse une certaine « révolte », elle n'échappe pas plus que le

rock à la récupération... et les monopoles de la diffusion s'en mettent plein les poches. Un point, c'est tout.

Certains passages de l'interview auraient pourtant mérité d'être développés; ils laissaient augurer des trucs intéressants.

A.Z.

A PROPOS D'UN ARTICLE DE PCML-FLASH SUR LA C.G.T.

Je vous écris à propos de l'article, « Comment agir efficacement? » de Gilles Carpentier paru dans *PCML-Flash*.

L'avant-dernière phrase de l'article précise : « La CGT est discrète aujourd'hui sur cette question d'orientation générale (elle ne l'a pas toujours été). »

Je suis adhérent CGT depuis peu, mais suffisamment pour me rendre compte qu'à travers la presse fédérale (métallurgie) et confédérale les principes tels que « s'en prendre aux profits », « la rigueur pour le patronat », sont assez souvent développés.

Donc, je ne pense pas qu'on puisse dire que la CGT est discrète sur l'orientation générale de son action. En paroles du moins!

Et c'est là je crois qu'il faudrait faire porter la critique. Les militants CGT sont pratiquement les seuls à dire qu'il faut s'en prendre aux profits mais ils ont du mal à mettre en pratique cette orientation. Ils ont du mal : — parce que, la CFDT met en place ses nouvelles solidarités; — parce que, le patronat multiplie son cinéma pour prouver que l'entreprise est en péril; — parce que le gouvernement ménage la chèvre et le chou; — parce que la Confédération malgré les paroles de lutte ne motive pas et n'ouvre pas de perspectives d'action. Je crois que la critique à faire contre la Confédération CGT porte plus sur l'absence d'action que sur la discrétion de l'orientation générale.

B.B. (Rodez)

SOMMAIRE

Les lecteurs nous écrivent	2
Editorial	3
Ça s'est passé	4
Municipales 83	5-6-7-8-9-10
Défendre les intérêts ouvriers et populaires ..	5
Gestion : interview de J.-P. Muret	7
A Bayonne	8
A Dammarie	9
A Vitrolles	10
Droite : le bal des revenants	11
Dans la vie des travailleurs	12
Renault-Flins	13
Elections aux Chambres d'Agriculture	14
Voyage dans une organisation populaire :	
MRJC : des jeunes à l'action en rural ..	15-16-17
Ecole privée : propos d'un enseignant	18
Contraception : les difficiles chemins de la liberté ..	19
Le monde en bref	20
Comores	21
Solidarité avec les militants emprisonnés	
Philippines	22-23
Le peuple contre la dictature	
DOM : des élections en trompe-l'œil	23
Nouvelle-Calédonie : l'indépendance va de soi ..	24-25
Parlons ensemble	26-27-28-29
du désarmement et de la paix avec	
P. L. Séguillon, M.-L. Dumas-Soula et P. Bauby	
Expo — Théâtre — Cinéma	30-31
21 Février : Journée anti-impérialiste	32

Ont participé à ce numéro : Pierre Bauby, Gilles Carpentier, Claude Dhalluin, Camille Granot, Claude Liria, Claire Masson, Denis Mériaux, Michel Papin, Robert Vallot et nos correspondants à Bayonne, Dammarie et Vitrolles.

Le déblocage des prix est tombé tel un couperet : le coût de 48 pages en septembre 82 permet de réaliser une trentaine de pages en janvier 83. Papier, encre, tarifs d'expédition ont augmenté...

D'où la nécessité impérieuse pour la presse d'opinion, déjà fort mal lotie, de s'adapter si elle veut poursuivre sa parution... à des prix abordables pour les travailleurs, eux-mêmes touchés par les hausses.

La solution retenue par *Travailleurs*? Un mensuel à 6,00F de 32 pages et un supplément de 8 pages servi chaque mois aux abonnés — l'abonnement restant — c'est un effort de notre part — à un tarif inchangé. Le supplément sera disponible à part également.

Pour ce mois, le « supplément-abonnés », consacré au mouvement des non-alignés rassemble les documents indispensables pour en connaître et en comprendre les évolutions.

Il fait froid dans le dos le plan de redressement présenté par Chirac devant le Congrès du RPR; il tient en deux mots : régression sans précédent pour les travailleurs, paradis pour les patrons. Gattaz et compagnie ont été entendus. Giscard et Barre ont donné de la voix, même si mezzo forte, pour des intérêts similaires. Après le test réussi des cantonales au printemps dernier, la droite cherche une victoire plus franche. Sans vergogne. Que n'a-t-il été tiré leçon des cantonales! Aujourd'hui, la situation est pire encore. Et sera pire après les municipales si la droite y marque beaucoup de points. Et pire encore si elle revient au pouvoir. Appeler à battre la droite n'est pas agiter la menace du croquemitaine. C'est une impérieuse nécessité.

Pour y parvenir, il n'y a pas de recette-miracle hors de la prise en compte effective des besoins les plus criants et des aspirations des travailleurs et de la mobilisation dans l'unité des forces ouvrières et populaires sans exclusive. L'une et l'autre ont fait et font cruellement défaut. L'unité à gauche? Peut-on dire qu'elle soit véritable pour ces municipales malgré un accord national difficilement acquis? Partout ça a grincé. Les uns, prenant pour argument exclusif leurs résultats électoraux de 81, ont très souvent tout voulu régenter et ont avancé des exigences démesurées : têtes de liste, majorité assurée dans les conseils, solidarité de gestion imposée. Les autres, pourtant eux-mêmes victimes de cet hégémonisme ont eux aussi parfois fait preuve d'ostracisme vis-à-vis d'autres organisations à gauche. Les cantonales avaient pourtant montré l'existence d'organisations autres que PS et PCF, en lesquelles des travailleurs se reconnaissent. Dans certaines villes et villages, ces réalités ont été prises en considération. L'avenir viendra faire la preuve, nous le croyons, que cette unité dans la confrontation et l'action en commun de toutes les composantes des forces ouvrières et populaires est un gage capital pour résister à l'offensive de la droite.

Encore faut-il se saisir pleinement des aspirations de tous à une vie municipale plus ouverte, plus proche des hommes et des femmes habitant ou travaillant dans la commune. Comment s'étonner d'un désintérêt, d'un scepticisme ou d'un écœurement par rapport aux enjeux municipaux, si dans la commune priment la politique politicienne, les conflits d'intérêts et de personnes, si certains professent que « le programme municipal, on s'en fout » alors que des problèmes de logement, de transport, d'équipements collectifs assaillent les travailleurs? Une vie communale où chacun dit son mot suppose des moyens et un état d'esprit : une bourse du Travail, une maison des associations, une franche sollicitation des travailleurs français et immigrés et de leurs organisations. Elle implique des objectifs concrets favorables aux travailleurs en matière d'intervention économique, d'aménagement et de foncier, de personnel communal, de solidarité avec les travailleurs en lutte. Une bataille municipale, pour nous, c'est s'engager à les réaliser, et non comptabiliser les postes d'élus, d'adjoints et de maires, et non s'assurer des postes de notables. On a parfois tendance à l'oublier : le vote des 6 et 13 mars sanctionnera les gestions municipales réalisées, qui ne sont pas toutes identiques, tant s'en faut.

Il sanctionnera aussi, chacun le sait, la politique gouvernementale pratiquée depuis le 10 mai, notamment les six derniers mois de politique d'austérité. Chacun s'attend à un verdict sévère : une partie de l'électorat de gauche de juin 81 va l'abandonner, l'abstentionnisme risque de croître à gauche, des villes conquises dans la montée de 1977 seront perdues. L'affaire est sérieuse et trop sérieuse pour qu'on se réfugie dans le fatalisme — « c'est cuit d'avance! » — ou qu'on appelle à la politique du pire — « la gauche au gouvernement, c'est kif-kif de la droite, cela leur servira de leçon... » Il n'est pas non plus suffisant de renouveler un vote à gauche... dont les seuls lendemains ressembleraient aux difficultés d'aujourd'hui. Il faut à la fois barrer la route à l'offensive de la droite et agir pour que le gouvernement change radicalement de politique. Jusqu'à ce jour, plutôt que de prendre appui sur les forces ouvrières et populaires, il s'est soumis à la logique du capital, plutôt que de s'attaquer de front à la domination du dollar et aux profits, il a cédé aux « contraintes de la crise » et a choisi de serrer la ceinture... des travailleurs. Cela doit changer radicalement. Faute de quoi, l'espoir populaire de 1981 aura été foulé aux pieds... et la droite reviendra aux affaires, triomphante, arrogante. Faute de quoi, les forces ouvrières et populaires prendront encore de sérieux coups. Voilà pourquoi notre parti dit, pour ces municipales, il faut battre la droite; il y a contribué et y contribuera, tant par ses candidats sur des listes d'union que par ses appels au premier et au second tour. Mais, en même temps, il dit « pour battre la droite, il faut combattre l'austérité », sans attendre ni tergiverser. Les travailleurs de Renault, qui, après trois semaines de grève, viennent de faire une brèche dans la politique salariale d'austérité, montrent que cela est possible.

Camille GRANOT

EDITORIAL



Pour battre la droite, combattre l'austérité

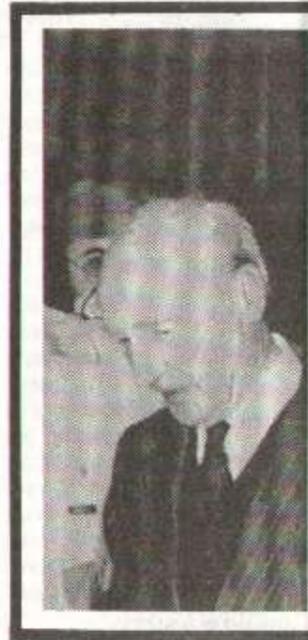
UN MONDE FOU

De faux rebondissements en déclarations fracassantes, l'affaire du Coral continue vaillamment à alimenter la presse française. Inculpations, violation du secret de l'instruction, faux en écriture, faux témoin qui revient sans cesse sur ses déclarations, policiers pas clairs-clairs... il convient, pour suivre l'intrigue, de ne pas rater un seul épisode. Cet imbroglio confinerait au vaudeville, si la liberté et la dignité de plusieurs hommes n'étaient en cause. Alors, on pourrait peut-être mettre fin à cette mauvaise pièce de théâtre... De deux choses l'une : soit la justice a des choses précises à reprocher aux divers inculpés... soit le dossier d'accusation ne repose que sur les allégations du faux témoin Krief, son faux procès-verbal « volé » dans le bureau d'un vrai flic.

Dans ce cas, le maintien en prison de Claude Sigala et les diverses autres inculpations n'ont aucune raison d'être. On appelle même ça de l'arbitraire... Et, en plus, les décors sont même pas de Roger Hart.

SUPER-BROUSSARD

Qui a dit qu'il n'y avait pas eu de changement depuis le 10 mai ? Certainement pas le super-flic Broussard. Avant, il n'était que premier-couteau des Anti-gangs. Il fallait qu'il se coltine la racaille délictueuse, qu'il prenne des risques en « poissant » les truands en flag. A son tableau de chasse : Mesrine, l'ennemi public n°1... et l'affaire de Broglie. Aujourd'hui, le voilà à la tête de la police corse, nommé par Franceschi et Defferre pour enrayer le « terrorisme » dans l'île de Beauté. Le FNLC n'a qu'à bien se tenir... sinon Wyatt Broussard va faire parler la poudre à Tombstone-Corté... Pour désarmer la montée de la violence en Corse, le



QUARANTE ANS APRES...

Maurice Papon, ex-ministre du Budget de Giscard, ex-préfet de Police de Paris, ex-collaborateur notoire, est enfin officiellement inculpé de crime contre l'humanité. De juin 42 à août 44, ce serviteur zélé de la loi et de l'ordre était secrétaire général de la préfecture de Gironde. Sans se salir les mains, derrière son bureau, en bon fonctionnaire besogneux, il envoyait sans sourciller les Juifs aux bouchers nazis... Combien en sont revenus ? Bien sûr, Papon n'a pas tué lui-même, mais le sang des hommes, femmes et enfants qu'il a envoyés à la mort reste une marque indélébile sur ses mains... Serviteur des nazis en 42, résistant en 45... les événements imposent de faire un choix rapide, M. Papon. Quelle peine peut bien mériter un homme qui, en toute connaissance de cause, au nom de la raison d'Etat (celle-là on peut la mettre à toutes les sauces) a participé directement à l'holocauste ?

Mais Papon n'a pas que du sang juif sur les mains. En 61, nous le retrouvons préfet de police de Paris. La manifestation des Algériens contre le couvre-feu qui leur était imposé est alors réprimée dans le sang. Papon et sa raison d'Etat semèrent encore une fois la mort. En 62, sa police tue encore au métro Charonne... Dix Français assassinés à coups de grilles d'arbre par les chiens de l'ordre. Ces crimes-là, Papon les paiera-t-il un jour ?

ÇA S'EST PASSE

gouvernement socialiste n'a pas trouvé mieux : renforcer les forces de répression. Bien sûr, il y a eu quelques réformes positives. Mais « Francia », l'officine fasciste, continue ses menées ; la Légion fête toujours Camerone sur le sol corse ; les non-Corses, ex-gros colons en Algérie, tiennent toujours le haut du pavé, dépossédant le peuple corse de ses terres... Les choses n'ont pas tant changé que cela. La répression ne fera que radicaliser davantage les désespérés du FNLC. Donner les moyens réels au peuple corse et à ses organisations représentatives, dont l'UPC, de prendre son destin en mains aurait été, certainement, plus efficace... Non ?

UN JOLI COUP DE RACKETT...

Depuis 33 ans, la Fédération nationale des Travaux publics prélevait une taxe aussi juteuse qu'illégale sur ses adhé-

rents. Cette taxe, instituée en 1946, avait pour objet initialement de financer la répartition des matières premières contingentées... ceci jusqu'en 1949. Dans la France d'après-guerre, en pleine reconstruction, ça pouvait se comprendre... La FNTF, sans doute coupée du monde, ne sut jamais que cette taxe était supprimée. En toute quiétude, ses dirigeants continuèrent donc de la prélever.

Un ordre d'idée : 100 millions de francs en 1982... Et ça durait depuis 33 ans !

A côté de ça, la caisse noire de l'A.S. St-Etienne, c'est de la roupie de sansonnet... La FNTF, lourde machine à usage patronal, a bien sûr d'énormes frais de fonctionnement. Et puis, elle est un des principaux bailleurs de fonds du CNPF.

Sûr que Ceyrac ou Gattaz n'allaient pas lui dire : « Halte là ! C'est pas bien ce que vous faites là ! »... Les patrons payaient, la FNTF

encaissait, le CNPF profitait de la manne et le « petit personnel » politique à sa solde, sans doute, recevait les miettes... de grosses miettes pour financer ses campagnes. Ça coûte, la lutte des classes !

LITANIE

« Jamais la situation des entreprises n'a été aussi mauvaise. »
« Le gouvernement doit alléger les charges sociales... »

« Les actes ne sont pas à la mesure du discours. »
Chanson connue, serinée et ressassée par Gattaz, depuis des mois, sur l'air de « L'entreprise en péril ».

Dernièrement, au cours de l'Assemblée générale annuelle du CNPF, Y. Chotard et G. Brana, respectivement premier vice-président et vice-président de ladite officine, sont venus mêler leur voix au chœur des pleureuses.

Rien ne va plus au royaume de France pour les patrons et... évidemment, cela va rejaillir inévitablement sur les travailleurs. A la veille des municipales, vous croyez que c'est innocemment que le patronat remet toujours le même disque ?

Claude DHALLUIN

MUNICIPALES 83...

LES MUNICIPALES ET LE PCML

Le PCML s'engage dans la bataille des municipales pour défendre les intérêts ouvriers et populaires.

Les élections municipales des 6 et 13 mars vont être marquées par la nécessité de mettre en échec l'offensive de la droite, des Chirac, Giscard et Barre, mais aussi par des enjeux bien concrets au plan local pour les conditions de vie des travailleurs et la démocratie.

Certes, une commune ne peut pas tout résoudre. Elle se heurte au contraire, dans le système actuel, à de fortes contraintes. Celles-ci tiennent d'abord à la politique du patronat dont toutes les décisions sont guidées par la recherche du profit maximum et qui ne manquera pas de faire du chantage au maintien de l'emploi pour obtenir subventions et exonérations d'impôts. Ces contraintes tiennent aussi à la politique du gouvernement dont dépendent la réalisation des grands projets, la politique de l'emploi, l'aménagement du territoire, ainsi que bon nombre de réformes démocratiques comme le droit de vote des travailleurs immigrés. Il y a le système foncier qui entrave une politique d'urbanisme et d'aménagement rural et urbain. Il y a enfin les politiques antérieures des municipalités qui limitent les possibilités du fait des réalisations et des engagements pris.

Ces contraintes laissent cependant une marge d'autonomie aux municipalités. Dans la bataille des municipales, là où il aura des candidats comme partout ailleurs, le PCML développera un certain nombre de thèmes et de revendications correspondant à la défense prioritaire des intérêts ouvriers et populaires, adaptés à chaque situation concrète locale, pour améliorer les conditions de vie et développer la démocratie.

DÉVELOPPER LA DÉMOCRATIE

L'action des municipalités en faveur des intérêts ouvriers et popula-

ires passe nécessairement par le développement de la prise en charge par les travailleurs et leurs organisations et associations de tout ce qui les concerne. Cela implique des initiatives concrètes pour associer les habitants, mais aussi les travailleurs immigrés, les travailleurs des entreprises de la localité, à la préparation des décisions puis au contrôle de leur application.

Plus précisément, le PCML revendique :

- l'institution dans les grandes villes d'un double collège afin d'élire les conseils municipaux non seulement par ceux qui y habitent, mais aussi par ceux qui y travaillent ;
- le droit de vote des travailleurs immigrés ;
- la création dans chaque ville ou quartier d'une Bourse du travail et d'une Maison des associations ;
- l'instauration d'un référendum communal en cas de désaccord persistant entre une municipalité et l'Etat ;
- la suppression du barrage des 5% tant pour la représentation aux conseils municipaux que pour le remboursement du matériel électoral.

AMÉLIORER LES CONDITIONS DE VIE

Outre ce que nous développons par ailleurs dans ce numéro sur l'intervention économique des communes et l'emploi, ainsi que sur le problème foncier, le PCML œuvrera pour :

- le contrôle populaire des opérations de réhabilitation et la location aux conditions antérieures à la réhabilitation ;
- l'abrogation de la réforme du 3 janvier 1977 sur l'APL (Aide personnalisée au logement), car

celle-ci ne solvabilise qu'une partie des familles modestes et pénalise la majorité d'entre elles, et aggrave le recul de la construction ;

- la participation des locataires aux conseils d'administration des sociétés de logement ;
- l'intervention des communes pour réserver les terres à la campagne à la culture, afin de freiner l'exode rural ;
- la construction des équipements nécessaires aux jeunes, en fonction des aspirations qu'ils expriment ;
- une politique de logement adaptée pour les travailleurs immigrés, favorisant les échanges entre communautés, développant leur insertion, permettant de répondre à leurs besoins d'équipements culturels, religieux.

SOLIDARITÉ AVEC LES TRAVAILLEURS EN LUTTE

Défendre les intérêts ouvriers et populaires implique également de :

- réformer les impôts locaux en réduisant les impôts des familles populaires (suppression de la taxe d'habitation et, dès maintenant, modulation en fonction des revenus) ;
- faire bénéficier l'ensemble du personnel communal (français comme immigrés) de tous les acquis de la Fonction publique (avec titularisation des auxiliaires) ;
- développer la solidarité et la popularisation des luttes, ainsi que le soutien concret aux organisations syndicales des travailleurs.

Pierre BAUBY

Notre parti n'a quasiment pas d'expérience municipale, hormis la participation à la vie associative locale qui touche de près aux problèmes communaux.

Le mouvement ouvrier et populaire quant à lui, possède une vaste expérience même si discutée et discutable. Fin 1976, avant les dernières municipales, un débat organisé par les Cahiers de l'Institut Maurice Thorez sur le thème « Le PCF et les municipalités : gestion et luttes », soulevait des problèmes toujours d'actualité. (On peut s'y reporter : n° 19 des Cahiers).

Aujourd'hui *Travailleurs* aborde deux questions réactives par la loi de décentralisation, l'aménagement du territoire communal et le pouvoir économique des communes, tout en avançant quelques propositions. Nous avons également interrogé sur ces sujets un spécialiste de la gestion municipale, Jean-Pierre Muret, secrétaire général du Centre d'information des élus locaux (CIDEL). Il est également co-auteur de deux « Guide du citoyen et de l'élu » : « Les Municipales, lois nouvelles, élections et organisation communale » et « La Commune, nouvelles compétences, gestion et démocratie locale » parus chez Syros.

Camille GRANOT

LE PLAN D'OCCUPATION DES SOLS (P.O.S.)

Le Plan d'occupation des sols (P.O.S.) décide de la façon dont seront utilisés les sols urbains et péri-urbains. Alors que sa réalisation et sa mise en œuvre étaient jusqu'ici soumises à la tutelle préfectorale et administrative, la décentralisation les confie aux élus locaux et en particulier aux conseils municipaux.

Le P.O.S. présente la caractéristique tout à fait particulière de pouvoir entraîner, par simple décision, l'augmentation du prix d'un terrain dans une proportion allant en moyenne de 1 à 10, puisque le prix d'un terrain constructible est généralement 10 fois supérieur à celui de la terre agricole. Aussi la discussion sur le P.O.S. intéresse-t-elle au plus haut point les propriétaires fonciers et promoteurs immobiliers.

Un promoteur immobilier ou un gros propriétaire foncier, bien introduit ou bien informé, cherche à acheter à bas prix des terrains réputés non-constructibles, pour ensuite faire pression, par de multiples moyens, afin d'obtenir une modification du P.O.S. lui permettant d'empocher une plus-value considérable. D'autant que le bénéfice de l'opération ne s'arrête pas là : la viabilisation des terrains décrétés constructibles n'est à la charge des constructeurs que pour un maximum de 50% (cas très exceptionnel), en général 20 à 30%, le reste étant à la charge des communes.

Par ailleurs, si le P.O.S. inclut les décisions concernant les équipements publics, d'intérêt collectif... et donne pouvoir aux collectivités locales d'ex-

proprier pour raison d'utilité publique, il ne leur donne pas pouvoir d'agir sur le prix des terrains expropriés, qui doivent être payés aux prix du marché. Ainsi, les décisions des collectivités locales se heurtent, lorsqu'il s'agit d'engager des achats d'intérêt collectif, aux lois qu'elles contribuent à perpétuer lorsqu'elles mettent au point les P.O.S. incluant lesdites actions.

QUELQUES PROPOSITIONS

- contrôle de la spéculation foncier, jusqu'à la municipalisation des sols,
- contrôle populaire des opérations de réhabilitation et location aux conditions antérieures à la réhabilitation,
- interventions pour réserver les terres à la campagne à la culture, afin de freiner l'exode rural,
- l'impôt foncier doit être assis sur la valeur réelle des terrains et logements, ainsi que les revenus réels qu'ils procurent; il doit permettre de combattre la spéculation.

LE POUVOIR ECONOMIQUE DES COMMUNES

Dans l'attente de la loi de 1983 sur les moyens financiers, on ne connaît pas les moyens réels dont disposeront les communes et si elles pourront faire autre chose que de gérer la pénurie. Les élus locaux seront par ailleurs, confrontés à la politique industrielle du patronat et de l'Etat pour toute entreprise de taille un peu

importante, c'est-à-dire les entreprises qui embauchent (ou débouchent) un nombre de travailleurs tel qu'il peut jouer un rôle décisif dans la vie (ou la mort) d'une commune. La marge d'action des communes dans le domaine de l'emploi se restreint sérieusement quand on examine de près la réalité : ce n'est pas à ce niveau que se règle, par exemple, l'avenir des usines sidérurgiques. Et les PME sont de moins en moins des entreprises locales indépendantes. Par le biais des filiales, prises de participation, endettement vis-à-vis des grands organismes bancaires et financiers, les décisions se prennent ailleurs et les élus locaux n'auront que peu de poids dans les décisions.

Les communes, dans ces conditions, risquent fort d'être amenées à se concurrencer entre elles pour arracher des implantations d'usines.

QUELQUES PROPOSITIONS

- obliger toute entreprise bénéficiant d'une aide de la commune égale ou supérieure à 10% de son capital (les dégrèvements fiscaux étant considérés comme des aides) à s'engager à maintenir l'emploi existant pendant au moins 10 ans,
- obliger toute entreprise déclarant la fermeture d'un établissement à rembourser le montant des aides dont elle a bénéficié de la part de la commune,
- conditionner toute aide des communes aux entreprises au respect par celles-ci de l'ensemble de la législation sociale; organiser le contrôle de l'utilisation de ces aides par les comités d'entreprise.

J.P. Muret : «Des moyens non négligeables»

Dans l'un de vos ouvrages vous dites que l'aménagement du territoire, rural, urbain, de la commune est une « occasion exceptionnelle d'associer les citoyens aux choix-clés de l'avenir » (1). Une telle politique, soucieuse des intérêts des travailleurs ne se heurte-t-elle pas inévitablement au système de propriété, au système foncier? N'y a-t-il pas là une contrainte ou une limitation décisive?

Les politiques d'aménagement font partie des choix-clés des collectivités locales. Les dimensions politiques sont plus évidentes dans les choix d'investissements, meilleurs révélateurs des orientations de la commune que dans le train-train quotidien. Il est plus facile d'associer les citoyens quand on leur demande quelle route voulez-vous, quelle forme de transport, quel rapport entre votre travail et votre résidence, quel type de loisirs développer au sein de la communauté communale, qu'au moment de choisir la taille et le nombre des stylos-billes.

Une politique d'aménagement soucieuse des intérêts — quels que soient les intérêts — d'un groupe — quel que soit le groupe —, va se heurter obligatoirement aux intérêts divergents d'autres groupes. Il y a une régulation des conflits qui intervient au sein d'une collectivité. Ce ne sont pas — bien évidemment — les grands choix nationaux, sur l'économie, l'emploi, le mode de société qui interviennent; ce sont des choix importants cependant, d'autant qu'il y a une pédagogie de l'action, une pédagogie de la vie collective qui peut intervenir dans la mesure où l'on parle de choses concrètes, plus directement appréhendables pour bon nombre de citoyens. Tous les citoyens du pays, en effet, ne maîtrisent pas parfaitement les différentes dimensions de la vie sociale et économique...; par contre, comme l'ouvrier par rapport à son poste de travail, le citadin par rapport à ses conditions de vie immédiates est en mesure de réagir plus facilement, car il vit dans sa peau le problème auquel il est confronté. Donc, à partir de situations très concrètes, existe la possibilité d'avoir un premier niveau de sensibilisation pouvant permettre ultérieure-

ment de déboucher sur la prise de conscience d'autres problèmes plus complexes. (...)

Est-ce qu'une politique d'aménagement soucieuse d'une certaine qualité du cadre de vie ne se heurte pas au système foncier? C'est évident, on a là affaire à un groupe de pression — il y en a d'autres... Pour y faire face, il faut une politique foncière dynamique. Une collectivité locale — aussi petite soit-elle — qui n'a pas de politique foncière déclarée, n'est pas en mesure de faire un aménagement sérieux. La première chose, c'est de prévoir ce que l'on veut faire; il y a bien peu de communes en France qui aient une politique foncière et soient susceptibles d'avoir cerné l'ensemble des choix. Les plans d'aménagement sont souvent une sécrétion plutôt technocratique; ce sont des documents de répartition des droits des sols, des droits de propriété plus que l'esquisse d'une vision de l'avenir de la commune... La contrainte foncière n'est pas la première; quand une municipalité sait ce qu'elle veut, elle peut toujours tourner certaines contraintes. Il y a des limites, notamment des limites financières, mais si l'on veut clairement quelque chose, il y a moyen de le faire surtout si l'on y met une dimension importante — celle du temps. On n'est pas à dix ou quinze années près quand il s'agit d'aménager le futur des communes! Donc, y faire face, c'est prévoir, c'est planifier. C'est finalement l'imagination des élus qui est en cause...

N'y a-t-il pas des mesures particulières? Les outils législatifs sont-ils suffisants?

Il y a toute une panoplie de mesures..., la première étant l'inscription dans le plan d'urbanisme. Une politique d'échanges de terrains, qui gère véritablement le sol, est possible.

Il y a déjà des outils; s'en servir est un pas en avant vers une solution du problème. Cela ne suffit pas; il faut des moyens financiers notamment... Il y a un relativisme de la gestion locale; on y est soumis aux lois du pays. Les règles du jeu sont connues mais il y a une marge de manœuvre et l'on constate qu'elle n'est pas suffisamment utilisée par les élus. Dans le cadre de ce livre, on cite le cas du maire des Essarts-le-Roi qui a pratiqué une politique foncière qui lui a permis d'avoir un cer-

tain nombre d'hectares maîtrisés collectivement sans déboursier un sou (2).

Fin janvier sort un nouveau guide du citoyen et de l'élu dont vous êtes co-auteur: « L'économie, les emplois, un domaine d'action des élus locaux » (3). Quoi de neuf avec les nouvelles compétences économiques des communes?

Avant la loi de mars 1982, il y avait une pratique économique des communes. Des circulaires — notamment la circulaire Poniatowski — l'interdisaient, mais dans le même temps, les élus, de droite ou de gauche, agissaient car il fallait bien intervenir quand une PME perdait pied et posait des problèmes sociaux à la commune. Maintenant, ils interviennent de droit. De fait, on a mis la loi à l'heure des pratiques.

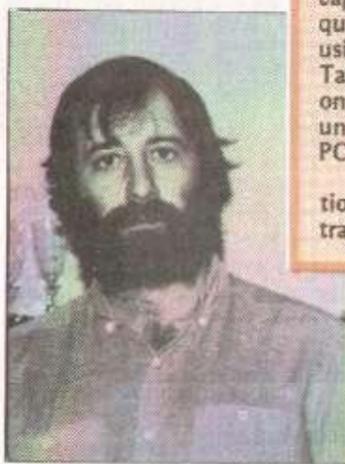
Une grande innovation est donc de permettre les interventions en cas de difficultés, quand l'entreprise ferme... Il ne faut surtout pas attendre que la situation soit délabrée pour intervenir. L'un des objets de ce livre est de montrer les moyens pour intervenir en amont des catastrophes. Il y a une batterie de moyens non négligeables d'autant que les PME, qui constituent le tissu industriel en développement actuellement et qui sont les plus dynamiques pour la création d'emplois, se cassent le plus souvent la figure par carence dans le domaine de la gestion, de connaissance du marché et d'organisation de la production, alors qu'elles ont un marché porteur. L'une des interventions possibles des collectivités locales c'est d'aider les entreprises à mieux gérer... Du coup, des choses peuvent passer, notamment des mesures sociales évidentes intéressant les travailleurs. C'est un problème d'organisation de convivialité entre l'entreprise et la commune; quand les tailles de la commune et de l'entreprise sont de même ordre, ce peut être donnant donnant. Il y a une politique de l'emploi, une politique sociale qui peut se baser sur des rapports et sur la négociation de ces rapports entre collectivité locale consciente des intérêts des travailleurs et industriels avec la participation des travailleurs pour prendre en compte les intérêts bien compris du maintien de l'emploi.

Propos recueillis par
Camille GRANOT

(1) Dans « La commune... », chapitre IV, page 140.

(2) Dans « La commune... », page 155.

(3) A paraître fin janvier chez Syros.



Victor Pachon, candidat du PCML en dixième position sur la liste d'union de plusieurs composantes de la gauche : « Bayonne Equipe Nouvelle ». 33 ans, instituteur, marié, deux enfants. Membre du PCML depuis sa création sur Bayonne en 1975, il a joué un rôle important dans l'organisation des locataires HLM dans leurs luttes contre l'office HLM et la municipalité Grenet.

Nul ne s'y trompe, en constituant près du quart des électeurs bayonnais, les locataires HLM sont devenus un enjeu important. Les chants des sirènes vont tenter de les séduire. Aussi, à l'intention des locataires, a-t-il semblé important au PCML de rappeler quelques faits.

GRENET, FORCADE et Cie :
Jamais aux côtés des locataires, toujours en face

78-79 : après l'incroyable hausse des impôts locaux, il a fallu l'occupation du conseil municipal, le maire coincé pendant vingt minutes, la grève des impôts locaux, une lutte de plus de six mois pour que les locataires arrachent près de cinquante millions de centimes de dégrèvements.

80-81 : après les hausses de loyer (10% +10%) votées par toute la clique des conseillers municipaux membres du conseil d'administration de l'OPHLM, les locataires ont encore eu à lutter (grève des loyers).

82 : après les augmentations inouïes des charges locatives, il a encore fallu

Bayonne : 43 000 habitants, 21 000 électeurs dont le quart habite en HLM. Bayonne ce n'est pas que le rugby, c'est un port sur l'Adour, débouché naturel du soufre de Lacq et du maïs cultivé dans la région. C'est aussi une ville commerçante, capitale du Pays basque nord. Il y existe un tissu industriel composé d'usines métallurgiques (Dassault, Turboméca) surtout situées dans les communes environnantes ; quelques usines chimiques situées en bordure de l'Adour dans les communes PCF du Boucau et Tarnos ; et de petites usines de transformation (cuirs, chaussures, armes, casseroles) qui ont été frappées de plein fouet par la crise et la restructuration capitaliste. C'est aussi un centre administratif et un centre hospitalier qui emploie 1 500 personnes et où le PCML milite activement.

De 1975 à 1982, la population a baissé de près de 4%. Cette baisse de la population a été la plus sensible dans le centre ville où la rénovation des vieux quartiers a entraîné une augmentation de loyers responsable du départ de la population ouvrière.

Les locataires HLM, forces décisives dans la bataille

une grève des charges et que les locataires saisissent la Direction de la concurrence et de la consommation pour que l'office (dont le président, M. Forcade est un adjoint au maire) cède en octobre dernier (pas de charges en octobre).

Et ce ne sont là que les grandes étapes. Entre temps, il y eut des luttes contre des expulsions, des luttes pour qu'on ne nous compte plus 15,00F par mois pour des sèches-linge inadaptes à la ZUP. Des luttes, toujours des luttes, cela a constitué la seule façon d'obtenir justice pour les locataires, car chaque fois qu'ils demandaient justice, ils se sont heurtés au mépris de l'équipe Grenet.

L'an dernier encore, les locataires de la ZUP et Lahubiague demandant que l'on revote leurs taxes d'habitation (ils payent 33,60F le m² contre 32,10F dans les autres HLM) se sont vu ré-

pondre par M. Grenet qu'il ne transmettrait pas la lettre aux impôts.

Mépris encore de Forcade devant les inquiétudes des locataires en matière de sécurité incendie. Il a fallu l'incendie du bâtiment 7 de la ZUP pour donner raison aux locataires, et encore, quelques jours avant, le bulletin du RPR (parti de nombreux conseillers municipaux) affirmait que ceux qui soulignaient le danger voulaient inquiéter inutilement les locataires.

Mépris et encore du mépris, c'est la seule réponse du maire et de ses conseillers aux revendications des locataires.

Aujourd'hui, à l'approche des élections municipales, ils vont jouer la chanson des promesses. Gageons que les locataires HLM sauront avoir la mémoire têtue. On n'efface pas avec quelques promesses des années d'hostilité et de mépris vis-à-vis des locataires.

Sur Bayonne, la droite et le patronat possèdent un représentant de premier ordre en la personne de Grenet, patron de clinique et maire de la ville depuis des dizaines d'années.

Menant une politique de prestige, il s'est attaché à rénover les quartiers anciens du centre ville. Il a ainsi caressé les commerçants dans le sens du poil, mais a vidé le centre ville de sa population ouvrière et fait reposer l'effort financier sur les milieux populaires de la commune.

C'est ainsi que fin 78, l'arrivée de la taxe d'habitation provoqua une explosion de colère des locataires HLM bayonnais. Cette lutte sera d'ailleurs le point de départ de l'organisation des locataires en un comité regroupant aujourd'hui près de 800 adhérents.

En notable solidement installé, le docteur Grenet règne sans partage sur Bayonne. Il tient fermement les rênes d'un conseil municipal composé pour l'essentiel de membres de l'UDF et du RPR.

Cette année, face à la liste de droite, s'est constituée une liste composée à majorité de militants du PS, du PC et dans laquelle le PCML sera représenté par un camarade militant dans le secteur de la défense des locataires, Victor Pachon.

Les deux candidats présentés par le PCML sur la liste d'union : Charles Coussinet, 65 ans, ouvrier retraité SNECMA. Ami du PCML, militant syndical qui a créé et animé plusieurs sections syndicales dans les entreprises de la région (à droite sur la photo). Jean Dagnon, 31 ans. Médecin. Militant du PCML connu sur la ZUP de Dammarie.



En septembre 82, les militants du PCML sont convaincus que battre électoralement la droite c'est nécessaire ; mais la battre dans le cadre d'une réelle mobilisation des travailleurs, c'est la meilleure garantie d'un véritable changement. Une des conditions de cette mobilisation, c'est une liste regroupant dès le premier tour toutes les composantes du mouvement populaire. Le PCML rencontre donc le PCF et le PS, pensant que sa participation éventuelle est conditionnée par des convergences suffisantes sur le programme. En fait, c'est sur la composition de la liste que les discussions piétinent. Le PCF réclame la tête de liste, le PS la tête de liste et la majorité du conseil municipal. Le PCML estime qu'il n'a pas de critères suffisants pour choisir entre Laporte et Hénaut comme tête de liste. Par contre, l'exigence du PS de 17 sièges sur les 23-24 que doit gagner la gauche n'est pas réaliste : le PS est loin de représenter les 2/3 des forces militantes de la région. Si on prend le seul critère que veut discuter le PS, le critère du suffrage universel : les 34% de Hénaut se transforment en 17 sièges et les 24% de Laporte en 5 sièges. La section du PS ne montre pas une réelle volonté pluraliste d'autant qu'elle demande aux éventuelles personnalités syndicales, associatives, au

Dammarie-les-Lys est située dans l'agglomération de Melun en Seine-et-Marne à 50 km au sud de Paris. Dammarie a connu son essor à la fin des années 60. Il y avait de grandes entreprises industrielles (Idéal-Standard, Evritube-Delatte). Des « logements sociaux » ont été construits ; en clair, l'Etat capitaliste a fixé des normes financières étroites pour des constructions au rabais. La spéculation foncière aidant, les immeubles ont eu tendance à monter vers le ciel. Une ZUP de 8 000 habitants sur les 20 000 que compte la localité est née. Les ouvriers et les employés sont largement majoritaires avec une importante proportion d'immigrés (35% sur la ZUP). A partir de 1974, suppression brutale de 3 000 emplois ; puis légère amélioration aujourd'hui avec l'implantation de quelques petites entreprises industrielles, l'ouverture prochaine d'un Centre Leclerc (350 emplois). Mais si le nombre de chômeurs a baissé (de 1 200 à 800), les conditions de vie s'aggravent. Sur la ZUP, 22% de la population active seulement travaillent sur Dammarie, 51% sur Melun, 27% à plus de 20 km. De ville presque provinciale, la cité se transforme en lointaine banlieue-dortoir où les gens rentrant vers 19-20h, ne peuvent s'occuper de leurs enfants seuls depuis la sortie de l'école.

La mairie est dirigée par le PCF depuis 1959. En 77, le conseil municipal est composé de 14 PCF, 12 PS, 1 MRG. Les résultats des dernières cantonales : Mignon (RPR) 42% ; Laporte (PCF) 24% ; Hénaut (PS) 34%.

LE PCML à Dammarie :

Une politique d'alliance et d'affirmation de ses positions

PCML un engagement de vote obligatoire pendant 6 ans avec le PS. Ce que nous voulons, c'est une alliance pas une soumission !

Début janvier, un accord PCF-MRG-PCML se réalise sur les points suivants : — une solidarité de gestion comprise non comme un chèque en blanc mais comme une attitude constante d'unité face à la droite tout en pouvant exprimer ces accords avec discernement ; — une liste comprenant : 16 PS, 12 PC, 2 MRG, 2 PCML, 1 personnalité locale. Ce qui semble bien correspondre à la réalité locale.

Mi-janvier, le PS refuse cette proposition et publie sa liste séparée de 33 candidats. Devant cette situation difficile de « primaires » à gauche, PCF-MRG-PCML décident : — de réserver jusqu'au dernier jour du dépôt des listes les 16 places au PS ; — d'insister sur le caractère pluraliste de leur liste d'union (qui n'est pas « la liste du PC »)

comme le prétend la presse de droite) ; — de discuter largement avec la population de leur projet de programme municipal.

Ce programme élaboré en commun comporte quelques points où nous sommes en désaccord (en particulier la présence d'ilôtiers sur la ZUP, nous paraît comme une revendication démagogique et dangereuse et en rien efficace dans la prévention de la délinquance). Mais certaines propositions effectivement appliquées constitueraient une avancée pour la population :

- une prise en charge autogestionnaire de leurs locaux sur la ZUP ;
- une commission extra-municipale immigrée qui doit avoir un rôle effectif. N'est-ce pas la meilleure façon de combattre le racisme en unissant Français et immigrés sur la base d'une lutte commune ?
- une étude financière pour la réalisation d'une crèche municipale ;

LA DROITE A DAMMARIE

On a affaire à un jeune loup arrogant : « Je serai maire le 6 mars. » Son élection serait un coup dur pour les travailleurs : moins de libertés, des difficultés de subventions et de réunions pour les associations populaires. Une des premières mesures qu'il a votée en 1982 avec la nouvelle majorité de droite au Conseil général, c'est le refus de la construction d'une maison des syndicats à Melun. C'est lui qui a déclaré : « Il faut avant tout redonner confiance — aux dirigeants d'entreprises — et envie de venir s'installer à Dammarie sans que cela soit synonyme de conflits sociaux orchestrés par les élus locaux. » Ce qui veut dire la soumission des conditions de vie de la population et de l'avenir de la zone industrielle aux nécessités de la politique patronale.

L'élection de Mignon, candidat des patrons, pas question !

A deux pas de l'aéroport de Marseille-Marignane, sur les bords de l'Etang de Berre, à 25 km de Marseille, Vitrolles, petit village blotti au pied de son rocher, est devenue en quelques années une commune de près de 25 000 habitants, corsetée par son statut de « ville nouvelle », sans possibilité réelle d'en sortir, contrainte d'aller toujours de l'avant; ville champignon, sans unité, sans centre de vie, sans âme. C'est en grande partie cela que sanctionnaient les Vitrollais en chassant la droite en 1977.



Jean-Marie Poncet, tête de la liste, militant associatif, secrétaire de la section de Vitrolles du PCML, entouré de Claudette et Alain Castan, également candidats et membres du PCML.

demandaient ensemble la constitution d'une liste d'union sans exclusive. En septembre, c'était le tour de militants d'horizons différents qui lançaient un appel bientôt signé par de nombreux Vitrollais, notamment des élus et militants du PCF, tandis que le PS interdisait à ses adhérents de s'y joindre. Enfin, après l'échec des négociations PCF-PS, des adhérents du PCF, des élus, certaines cellules se prononcèrent pour une union PCF-PCML-PSU. La section de Vitrolles et la Fédération des Bouches-du-Rhône du PCF devaient s'opposer à cette volonté d'unité.

Pendant ce temps, autour du PCML et du PSU, s'était constitué un collectif qui militait pour l'union et travaillait sur un programme municipal. Devant l'impossibilité de réaliser cette union sans exclusive, il décidait de constituer la liste « Vitrolles — Unité populaire ».

Les candidats? Des hommes et des femmes, fermement décidés à :

- s'opposer aux entreprises de la droite et du patronat;
- combattre la politique d'austérité;
- impulser au niveau local une politique favorable aux travailleurs.

Leur programme? Elaboré depuis des semaines par des commissions de travail, il part des préoccupations quotidiennes des travailleurs : emploi, logement, environnement, école, loisirs, racisme, etc. pour faire des propositions concrètes, développer la démocratie au niveau local, donner la parole aux travailleurs. « Changer, ça dépend de vous! », un mot d'ordre qui fleurit sur les murs de la ville. Il est signé « Vitrolles — Unité populaire ». ■

travailleurs face aux difficultés est aggravée par la politique d'austérité du gouvernement. Pour cette campagne de mobilisation, nous avons constitué un petit montage diapositives qui nous sert de support à de petites réunions d'« appartements » où voisins et amis peuvent discuter facilement de tout ce qui les préoccupe. ■

immigrés communaux leur garantissant les mêmes avantages qu'aux Français.

Parallèlement, le PCML continue sa propre campagne. Il explique la nécessité de s'organiser dans les syndicats, les amicales de locataires, les différentes associations (MRAP, etc.). L'organisation collective est essentielle dans une période où la désorientation des

Pour battre la droite : une liste d'unité populaire

La municipalité d'Union de la gauche, conduite par Pierre Scelles, un sympathisant du PCF, suscitait beaucoup d'espoir. Si dans certains domaines, les acquis sont effectivement positifs, dans bien d'autres cas l'espoir a cédé la place aux désillusions. L'inexpérience et l'héritage de la droite n'expliquent pas tout, en effet. L'incapacité du PC et du PS à s'entendre, les querelles de boutique, le refus du dialogue et de la concertation ont fait le reste. Pendant ce temps, la droite cherchait à se faire oublier, elle réapparaît aujourd'hui, unie, comptant sur la déception et la désunion pour reprendre la mairie. De son côté, la gauche se présente en ordre dispersé; qu'on en juge : outre la liste de droite,

quatre listes seront en présence : une liste plutôt « centriste » constituée par des « dissidents » du PS; la liste du PS; celle du PCF conduite par le maire sortant; une liste d'« Unité populaire » conduite par Jean-Marie Poncet, secrétaire de la section de Vitrolles du PCML, et composée de militants de notre parti, du PSU, de syndicalistes et de militants associatifs.

Comment en est-on arrivé là? Uniquement en raison de la volonté d'hégémonie du PS qui exigeait la tête de liste et du refus de la section du PCF de rencontrer le PCML et le PSU.

Pourtant dès le mois de mai, la section du PCML s'était adressée au PS et au PCF pour les appeler à l'union sans exclusive. En juin, PCML et PSU

suite de la page 9

— la possibilité d'un cinéma d'art et d'essai;

— un projet d'échanges scolaires avec un pays du Tiers Monde;

— une rencontre va avoir lieu avec les différents syndicats pour que leurs besoins en locaux, en possibilité d'expression figurent dans le programme;

— une convention pour les travailleurs

LE BAL DES REVENANTS



Pourra-t-on bientôt parler aussi d'« Union de la droite »? A quelques jours d'intervalle, les deux leaders de l'opposition, Jacques Chirac et Valéry Giscard d'Estaing, avec entre eux « le troisième homme », Raymond Barre, se sont fait écho. Liberté, responsabilité, justice... sans crainte de reprendre à leur compte des mots qu'ils ont vidés de leur sens du temps de leur pouvoir, ils se veulent tous rassurants : si la pente actuelle est mauvaise, il est encore temps de revenir en arrière. De leur faire confiance. Un grand battage qui essaie de remonter un blason qui a du mal à se redorer. Un tout récent sondage publié par *Paris-Match* affirmait que 57% des Français pensent que l'opposition n'a pas changé depuis 1981, et 54% qu'il est trop tôt pour qu'elle redevienne majoritaire.

En une semaine, on les a tous revus, entendus et lus. S'étaient-ils donné le mot? A la télé, à la radio, dans les journaux... Le 14 janvier, Giscard donne une interview à *l'Express*, juste au moment où Chirac joue le présidentiable aux USA, et où Raymond Barre fait sa rentrée dans l'émission « L'Heure de vérité » sur A2. Le 16, il est l'invité du *Club de la presse* sur *Europe 1*, alors que Chirac présente à la presse son bilan de la gestion de Paris et les grands axes du Congrès exceptionnel du RPR, le 23 Porte de Versailles. Pendant ce temps, Barre reprend la parole dans un dîner débat du CDS, le 18. Quel carnet!

POLITISER LES MUNICIPALES

Nul ne sera surpris du moment : les échéances électorales se rapprochent. Sur ce terrain, on pourrait penser que le chef du RPR a une longueur d'avance : il peut présenter un bilan. Il le fait. Et sans nuances. « Six ans de progrès » s'appelle ce constat sans nuage. Il y a pourtant beaucoup de choses à y épiloguer : par exemple, cet étrange tableau des investissements sociaux. Il est de 168 000 francs en 77, de 403 000 (en cumul) en 80, de 823 000 en 82 et de 2 632 000 en 83! (Sans doute à condition que...). Preuve que c'est moins l'inflation que la venue de la gauche au

pouvoir qui a motivé le maire de Paris.

Mais passons. Il n'est pas encore temps pour Jacques Chirac d'apparaître comme maire. Sa prestation, tant à New-York qu'à Versailles était celle d'un chef pour d'autres espérances. En présentant un plan « de redressement » — va-t-il « redresser » la République « en dérouté » comme il veut redresser les jeunes délinquants? — il laisse entendre qu'il veut prendre les rênes de l'Etat. Avec quelle hargne, « Nous mettrons un terme à cette perversion de notre économie. Nous irons très loin. » Ailleurs, il dit « responsabiliser », « déséta-tiliser ». Même froid dans le dos, car il ne parle que de la liberté d'entreprise, la liberté d'exploiter au maximum.

LA LONGUE MARCHÉ DES DÉÇUS

Moins précis, moins battant, Giscard caresse lui aussi les mêmes ambitions. L'heure n'étant plus aux disputes, il ajoute sa pierre. Plus politique, il présente ses quatre scénarios pour l'avenir : « turbulence morose » si rien ne change, élections anticipées si « l'opposition est porteuse d'avenir » (si elle a des propositions crédibles), départ des communistes si la majorité met au clair son débat intérieur et, enfin, la terrible explosion, si personne ne peut prendre le relais des mécontents... On apprend sans surprise, que l'ex-prési-

dent « souhaite jouer un rôle », même, pourquoi pas, au côté de l'actuel président. Après tout, n'avait-il déjà pas lorgné au centre du temps de son pouvoir? Et puis, tout change. Il devait développer ce point de vue sur *Europe 1* : en fait, les « déçus du giscardisme » qu'on a pu comptabiliser le 10 mai 1981, rajoutés aux « déçus du socialisme », « ceux qui pensaient qu'il y avait une meilleure solution pour la France », cela va donner la possibilité de « pratiquer une politique impossible jusqu'à présent, en trouvant un consensus plus large ». Comment, de ce rassemblement de déceptions et de ratages, pourront émerger « de meilleures solutions », « une croissance économique plus moderne, plus variée, plus forte »? Mystère. Les fleurs qui poussent sur le fumier, sans doute.

L'ARBITRE TECHNOCRATE

« Bon président mais médiocre candidat ». C'est ainsi que Jean Boissonat résumait la prestation télévisée de Raymond Barre. Préoccupé des grandes questions, de l'endettement, de l'indépendance nationale, l'ex-premier ministre veut prétendre à plus haut encore. Il se prononce sur les institutions, et s'il n'a pas la même vision d'un consensus, il tient au fond le même discours en forme de méthode Coué : il faut que l'opposition se montre « porteuse de solutions nouvelles ».

Mais quelles solutions nouvelles? Celles, éculées depuis des années de Chirac, avec son libéralisme reaganien? Non, malgré ses appels pour que l'opposition accepte sa diversité et évite ainsi des « tensions et éclatements qui pourraient être fâcheux », pas plus le technocrate que la politique Giscard n'est capable de se refaire une virginité. On les a vus. On les a trop vus. Ils représentent le passé. Ils sont dépassés. Pour les travailleurs, et pour l'histoire.

Claire MASSON

EMPLOI

DES CHIFFRES CONTROVERSÉS

Controverse autour des chiffres du chômage, en baisse en décembre par rapport à novembre et en hausse sur une année de 5,8%, ce qui, comparé à d'autres pays industrialisés, est en effet bien peu.

Tout compte fait, il semble bien que la statistique ne soit pas plus incomplète aujourd'hui qu'hier et que, comme thermomètre, elle donne une indication réaliste sur l'évolution des choses (même si par contre, elle reste loin de la triste réalité).

Cela suffit sans doute à expliquer la hargne de la droite dénonçant, sans honte, les pratiques qu'elle a elle-même mises en place du temps où elle était au gouvernement et s'attachant par tous les moyens à gommer tout résultat qui puisse entraver ses efforts pour fabriquer des « déçus du socialisme ».

Quand on pense à ses propres résultats, il y a tout de même moins de deux ans...

Reste que l'on se situe toujours au-dessus des deux millions de chômeurs recensés.

Reste aussi que les effectifs salariés sont loin de renouer avec la croissance; ils ont baissé

au cours du troisième trimestre 82, ce qui infirme la tendance qu'on avait ici et là cru voir se dégager lors du deuxième trimestre.

LES PROPOSITIONS PATRONALES

S'il faut se méfier des chiffres, il faut se méfier bien plus encore des idées du patronat qui, pour remédier au mal du chômage, propose entre autres de libérer le travail intérimaire, les contrats à durée déterminée, d'assouplir les règles d'embauche et de licenciement, ainsi que la réglementation des seuils sociaux et fiscaux de 10 à 50 salariés et de généraliser les formules d'expression directe des salariés.

Au fond que les syndicats se réduisent à quelques représentants nationaux ou, à la rigueur, de branches (histoire d'avoir une « politique contractuelle ») et que le patronat ait tout pouvoir dans les entreprises, avec peut-être en prime un gouvernement qui assure au besoin la liberté d'exploiter, pardon, la liberté du travail: voilà ses solutions. Pas besoin de statistiques pour imaginer l'étendue des dégâts de ce genre d'option pour les travailleurs.

Quant on pense à ses propres résultats, il y a tout de même moins de deux ans... Reste que l'on se situe toujours au-dessus des deux millions de chômeurs recensés. Reste aussi que les effectifs salariés sont loin de renouer avec la croissance; ils ont baissé

CHARBON

LA MAUVAISE DIRECTION

« Tant sur le plan économique que social, cela ne va pas »: c'est ainsi que la Fédération du sous-sol CGT par la voix de son secrétaire général Augustin Dufresne apprécie les propositions de la Direction générale des Charbonnages qui aboutissent « à détruire le bassin du Nord/Pas-de-Calais et l'essentiel des Houillères du Centre Midi », et qui, quant aux objectifs de production, « ne sont pas conformes aux orientations et recommandations gouvernementales ».

Ces objectifs s'appuient sur les résultats de 1982, année pendant laquelle la Direction des Charbonnages a délibérément

sous-utilisé la capacité de production dans le but « de présenter au gouvernement des résultats catastrophiques ». Bien entendu, la direction continue à bloquer embauche et investissements, sauf dans les bassins qu'elle juge rentables, tout en souhaitant réorganiser le temps de travail et en particulier instaurer le travail du week-end.

La Fédération du sous-sol CGT, qui a déjà eu l'occasion de dénoncer à plusieurs reprises la permanence, à la Direction des Charbonnages, d'une orientation relevant de « la poursuite de la casse », n'a pas caché que, si cela s'avérait nécessaire, elle agirait avec beaucoup de fermeté.

IMMIGRÉS

LES REFOULEMENTS

Lors d'une récente réunion d'information, le MRAP a souligné certains « problèmes sérieux » qui subsistent après 20 mois de gouvernement de gauche, en particulier à propos du certificat d'hébergement exigé des étrangers (pas tous d'ailleurs, loin de là) en visite privée en France et que le maire de la localité où doit être accueilli le visiteur peut refuser de viser si les conditions d'hébergement ne sont pas « normales ».

Ce fameux certificat d'hébergement est, entre autres, la source de nombreux refoulements. Le MRAP en a connaissance d'en moyenne un tous les deux jours. On en estime le nombre à près de 50 000 depuis la rentrée, depuis en particulier une circulaire du ministre de l'Intérieur en date du 31 août 1982 qui supprime

RACISME TOUJOURS : UN JEUNE MAROCAIN ASSASSINÉ A AJACCIO

Quant au racisme, loin de faiblir, il devient au contraire plus systématique, prenant notamment la dimension d'un argument électoral des plus utilisés par la droite : de Toulon, dont le maire Arreckx n'a pas hésité à affirmer : « Il faut refuser d'être la poubelle de l'Europe », à Paris où les journaux de certains candidats abondent en propos amalgamant délinquance et immigration et

certaines garanties de la loi sur « l'entrée et le séjour » du 29 octobre 1981, comme le droit au contact avec la famille, un médecin, le jour franc ou la lettre motivant le refoulement qui doit être remise à la personne concernée.

Cette circulaire n'est d'ailleurs même pas encore parue au Journal Officiel. Le MRAP juge très grave ce type d'« infra-droit » qui bien entendu ne frappe que certaines nationalités. Autre problème soulevé, celui du logement avec une recrudescence de refus de logements par des particuliers, des agences, voire les HLM. De plus en plus de municipalités (de tous bords politiques) posent des conditions particulières à l'accueil d'immigrés.

* Le MRAP présentait aussi lors de cette réunion des propositions pour les municipales dont nous avons donné quelques extraits dans PCML-Flash n°22 du 20 janvier.

dénonçant le « laxisme » du gouvernement. De même, les tracts anonymes du style de la tristement célèbre Lettre à Mustapha se multiplient.

Tout cela ne peut manquer de se traduire par des actes comme encore en Corse, où l'on parle beaucoup du FNLC, mais où, le dimanche 23 janvier, un jeune Marocain de 20 ans, Nimoun Abarran, a été tué en plein Ajaccio par deux individus en moto...

Lorsqu'on parle de sécurité, on ferait bien de parler de celles des Français et des immigrés.



Nanterre : Fonderie Montupet occupée. Salaires réduits de 7,2% en décembre, menace de transfert à Longwy du fait de la restructuration du groupe (2 800 salariés dont 850 à Nanterre : 1 200 emplois seraient supprimés). Les travailleurs occupaient depuis le 14 janvier. Expulsés par les forces de police, ils occupent à nouveau.

FLINS

Un succès pour tous

Il aura fallu trois semaines pour que la direction de la Régie Renault fasse enfin un pas, concrétisé par un accord salarial global qui constitue d'ailleurs une brèche dans la politique d'austérité : augmentation de 8,25% sur 1983 (au lieu des 7% prévus) et 11% pour les salaires inférieurs à 6 000,00 francs.

Ce n'est pas exactement la revendication que les travailleurs demandaient pour tous et des problèmes de classification restent en suspens. Mais ils ont estimé cela suffisant, avec les conditions faites pour la reprise, et ils ont voté largement la fin de la grève ce 28 janvier.

Après ceux qu'ont connus Renault, puis Citroën et Talbot l'an dernier, les mouvements commencés le 6 janvier avec cette grève à Flins (suivie presque aussitôt par le lock-out de 10 700 ouvriers) et qui ont touché ensuite Billancourt, Chausson, Citroën, montrent assez l'ampleur et la profondeur des problèmes posés.

Tous à Renault, auront en tout cas bénéficié de la lutte déclenchée à Flins.

Vingt-six janvier, 13h30. En cette journée-clé du conflit, devant l'entrée principale de Renault-Flins, plusieurs centaines de travailleurs descendent des cars, se regroupent autour de la voiture-sono et des banderoles syndicales. Ce sont les lock-outés qui, répondant à l'appel de la CGT et de la CFDT, sont venus pour participer à ce rassemblement.

AUX GRILLES DE FLINS

Daniel Richter pour la CFDT comme Guy Renaud pour la CGT s'en prennent avec vigueur à la direction, à ses responsabilités dans le conflit, en particulier pour le lock-out dont ils exigent la levée. A ce sujet, l'un et l'autre dénoncent la prétendue indemnisation à 70% proposée qui comporte en fait plusieurs samedis de récupération.

Daniel Richter est déjà happé par une équipe de télévision.

Le rassemblement se prolonge par un cortège vers le siège de la direction où finiront par s'ouvrir à nouveau les discussions, celle-ci renonçant à l'inacceptable préalable qu'elle posait de reprise du travail de la part des grévistes.

Il est vrai qu'une tentative, le matin en atelier de peinture, a totalement échoué : la maîtrise que n'ont même pas secondée les quelques non-grévistes ayant répondu aux télégrammes de la direction, n'a rien pu redémarrer.

L'ouverture de la direction? Ici, on veut du concret. On n'est bien sûr pas

contre des discussions au niveau central sur la politique salariale, les classifications (il est grand temps d'y venir!), mais on attend des réponses précises aux questions posées ici, qu'il s'agisse des revendications des grévistes ou du lock-out. On ne veut pas lâcher la proie pour l'ombre. Surtout que même si à Flins, quelques secteurs seulement (après la peinture, le centre livreur, l'électrolyse...) sont touchés par la grève, ceux qui luttent ne se sentent pas du tout isolés : ils savent que les problèmes qu'ils soulèvent sont communs à un grand nombre, pas seulement à Flins (où la tradition n'a jamais été aux mouvements d'ensemble) mais au-delà, comme le leur prouvent les grèves qui ont suivi à Billancourt, puis à Chausson ou Citroën.

Le vote du lundi 17 l'avait déjà montré : les grévistes ne reprendront pas avec des miettes.

Il faut décidément regarder les choses en face, laisser tomber la politique de force et les faux-fuyants. La direction devra bien s'y faire : l'accord signé le 27 au soir et les propositions faites aux peintres de Flins le 28 le prouvent.

UNE NOUVELLE CAMPAGNE CONTRE LES IMMIGRÉS

Il en est en tout cas qui sont bien loin de la planète des O.S. On peut en être convaincu à lire ou entendre certains commentaires.

Ainsi, au début, c'était la CFDT qui avait déclenché le conflit, comme ça, en appuyant sur un bouton sans doute, contre la CGT bien sûr, en vue des prochaines élections au CE; puis le conflit se prolongeait par la « surenchère syndicale ». Aujourd'hui, les syndicats n'y sont pour plus rien du tout! Ils sont dépassés par le « pouvoir », le « chantage », le « jusqu'au-boutisme » immigrés.

Ainsi, Les Echos du 27 janvier : « En empêchant la reprise du travail hier matin, les grévistes ont montré qu'ils échappaient totalement à l'autorité syndicale et cela malgré la surenchère (...) laquelle certaines organisations se sont livrées ou continuent à se livrer... »*. Comme si d'ailleurs les syndicats avaient appelé hier à la reprise. Ainsi le gros titre du Figaro du même jour : « Renault Citroën : le chantage immigré ».

Certains visiblement le regrettent : les chaînes n'ont pas transformé les O.S. en robots! Ils ne peuvent imaginer que les conditions du travail des O.S. de l'automobile, les perspectives qu'il offre à des hommes qui le vivent, déracinés (car ils sont en effet immigrés pour la plupart) depuis 10, 15 ans ou plus sans espoir d'en sortir, que tout cela puisse être pour quelque chose dans ces conflits. Ou plutôt, ils ne peuvent l'admettre, car ce serait admettre la responsabilité du système qu'ils défendent.

Le mouvement des O.S., à Renault, Citroën ou Talbot, a connu déjà bien des épisodes. Il en connaît d'autres.

La campagne qui se développe actuellement contre les immigrés, à la faveur du conflit né à Flins, semblable quant au fond à celle autour de Citroën ou Talbot l'an dernier, montre assez la profondeur de ce mouvement et son importance. Il est regrettable que le premier ministre, parlant « d'immigrés agités par des groupes religieux et politiques... » soit venu y apporter la note gouvernementale. Il est vrai qu'avec l'accord salarial signé, les travailleurs de Renault viennent d'ouvrir une brèche dans la politique d'austérité...

Gilles CARPENTIER

* Quant à la surenchère syndicale, il faut noter qu'à Flins, les revendications n'ont pas varié depuis le premier jour, que les options différentes, les discussions, inévitables et nécessaires, ne se sont pas traduites par des polémiques ou disputes publiques (comme ce fut le cas par le passé).

Au-delà de l'entreprise, on a remarqué la discrétion des instances dirigeantes de la CFDT et de sa Fédération de la métallurgie intervenue une première fois pour donner des conseils de « modération » à sa section de Flins qui, on le sait, n'est pas « dans la ligne », et une deuxième pour mettre en lumière « les difficultés de la CGT »...

L'ENJEU DES ELECTIONS

Les articles 502 et 506 du Code rural définissent ainsi les Chambres d'Agriculture :

« Art. 502 et 506 du Code rural :
« Les Chambres d'Agriculture sont auprès des pouvoirs publics les organes consultatifs et professionnels des intérêts agricoles de leur circonscription. »
« Les Chambres départementales d'Agriculture donnent aux préfets et au gouvernement tous les renseignements et avis qui leur sont demandés sur les questions agricoles. Elles ont le droit de transmettre aux pouvoirs publics, à titre consultatif, leurs vœux sur toutes matières d'intérêt agricole. »

C'est dire leur importance dans la mise en application et la définition de la politique agricole du gouvernement. En 1982, leur budget global au niveau national était de l'ordre de 1,2 milliard de francs soit autour de 1 200,000 Frs par exploitation. Leurs ressources financières sont assurées à 80% par les agriculteurs eux-mêmes et le reste par subventions d'Etat, conseils généraux et redevances pour utilisateurs de certains services.

LE NOUVEAU SCRUTIN PROPORTIONNEL

Le gouvernement actuel a mis en place une réforme de taille dans le mode de scrutin. Alors qu'il donnait précédemment la direction à toute liste récoltant plus de 50% des suffrages exprimés (en 1979, la FNSEA raflait la quasi-totalité des sièges avec 68% des voix), cette année l'élection à la proportionnelle donnera une représentativité à tous les courants syndicaux reconnus officiellement depuis le 10 mai 1981.

Jamais la bataille électorale n'aura été aussi acharnée dans ce type d'élections. Sur le plan national, on compte six courants syndicaux organisés : la FNSEA, le CNJA, le MODEF, la CNSTP (Travailleurs-paysans), la FNSP (proche du PS) et la FFA (extrême-droite). Pour sa part, la FNSEA a mené sa cam-

pagne électorale avec une offensivité démultipliée, profitant de son implantation ancienne et de moyens financiers extraordinaires (que tous les paysans payent sous diverses formes). A ce titre, les moyens au départ sont tout à fait inégaux et les syndicats progressistes disposent d'un handicap qui comptera dans les résultats électoraux. Si la proportionnelle représente un aspect positif indéniable de la réforme, il s'est trouvé quelque peu atténué par les concessions arrachées par la FNSEA au gouvernement en septembre 82. En effet, lors de son entrevue avec F. Mitterrand, Guillaume arborant la menace d'un engagement FNSEA aux municipales, a obtenu la création d'un collège « organisations syndicales ». Compte tenu de l'implantation territoriale de ce syndicat, cela lui assure les deux candidats de ce collège dans la quasi-totalité des cas.

La campagne FNSEA a été marquée par une opposition politique de plus en plus affirmée au gouvernement de la gauche et vise à développer encore plus l'influence de la droite dans le monde paysan. Pour les organisations syndicales progressistes, la bataille fut difficile faute de moyens importants. A quelques endroits, l'unité a pu se faire entre elles, mais dans la majorité des cas elles se sont lancées séparément dans la bataille avec un accord de non critique mutuelle face à l'adversaire commun.

L'analyse des résultats à replacer dans le contexte historique et présent de l'organisation du monde paysan, donnera une indication sur la représentativité de chaque syndicat. Le gouvernement, quant à lui, a décidé de moduler ses aides et les transferts de prélèvements sur les agriculteurs aux différents syndicats en fonction des résultats acquis par chacun. Cela devrait aboutir en tout cas à la fin du monopole dont bénéficiait la FNSEA sous le régime giscardien.

Il sera possible de faire le bilan de l'impact que représente encore dans la paysannerie le mythe de « l'unité paysanne » prônée comme fondamentale par FNSEA et CNJA.

L'EXTENSION DU COLLEGE « SALARIÉS »

Un autre aspect de la réforme est l'extension en nombre de titulaires du collège salariés de l'agriculture. Cela est aussi un point positif qui reconnaît, certes de manière insuffisante, l'existence de cette catégorie sociale. Néanmoins, le gouvernement a laissé l'inscription sur les listes électorales de cette catégorie de travailleurs à l'initiative individuelle et de ce fait le taux d'inscription a été faible. Il y a là une responsabilité importante du gouvernement qu'il aurait pu assumer positivement en imposant cette tâche aux employeurs. Là encore, l'analyse des résultats demandera la plus extrême prudence.

Pour notre part, la réalité d'une pluralité syndicale n'est que le reflet de l'existence de classes pour certaines antagoniques, dans le monde paysan. L'organisation de la paysannerie laborieuse est une question complexe qui hérite d'un passé lui-même très complexe et tout ce qui ira dans le sens de la défense des intérêts de cette classe aura notre soutien.

Michel PAPIN

DERNIERE MINUTE

Au moment où nous « bouclons » ce *Travailleurs*, samedi 29 janvier, tombent les chiffres bruts des résultats des élections aux Chambres d'agriculture... et les controverses à leur sujet. Sous réserve d'études précises et par régions ultérieures, il semble bien qu'une brèche ait été faite dans le monopole de la FNSEA — toujours majoritaire — le scrutin proportionnel permettant à un plus grand nombre d'agriculteurs de se prononcer, aux syndicats progressistes d'être représentés, surtout lorsqu'ils ont fait liste commune, et de pouvoir dire leur mot dans les affaires agricoles. Affaire à suivre...



DES JEUNES A L'ACTION EN MILIEU RURAL

Nos voyages à l'intérieur d'une organisation populaire auraient manqué leur objet, si nous ne nous étions pas lancés à la découverte des associations de jeunesse. Cette fois, nous avons quelque peu exploré le *Mouvement rural de la Jeunesse chrétienne* : le MRJC.

A la rencontre de ces jeunes à l'action en milieu rural, comme ils se définissent, ont surgi à la fois les difficultés croissantes rencontrées par les jeunes d'aujourd'hui — emploi, formation — et les problèmes les plus aigus des campagnes françaises — problème de la terre, exode, désertification. Avec, pour les jeunes comme pour les moins jeunes, cette aspiration fondamentale d'avoir « leur mot à dire » sur leur présent et leur avenir.

Chez ces jeunes du MRJC, de leur confrontation avec les réalités, de leur action et de leur réflexion collectives, est née l'exigence d'une démarche délibérément anticapitaliste « pour un autre développement » où la prise en compte du Tiers Monde est présente et étudiée. L'itinéraire collectif du MRJC est parallèle à celui de bien des organisations vivifiées par les dernières générations : prise de parti et de contestation à la moitié des années 60, engagement plus revendicatif des années 72 à 77, dans la montée du mouvement populaire et à partir de 79-80, adoption d'une démarche de « propositions » et de « réalisations » pour aujourd'hui dans la perspective d'un autre demain.

Camille GRANOT

SIGNES DISTINCTIFS

Naissance	Le MRJC est héritier de la JAC (Jeunesse agricole catholique) créée en 1929. Durant les années 60, la JAC, prenant en compte les évolutions à la campagne et voulant s'adresser aux jeunes salariés et scolaires dont le nombre augmente, devient le MRJC.	Adhérents	Le MRJC est structuré en trois branches : le JTS (jeunes travailleurs salariés) — 26% du MRJC ; la JAC (jeunesse agricole chrétienne) — 22% ; et la branche GE (groupe école) — 52%.
Histoire et objectifs	« Au fur et à mesure que tombent les certitudes, le mouvement se donne de nouveaux outils pour comprendre la réalité et prend conscience de la nécessité de changer une société qui n'a comme logique que celle du profit. » « Il fait le choix de participer à l'élaboration d'un autre type de société, en luttant contre les structures d'exploitation, pour créer d'autres rapports sociaux. »	Organisation	L'organisation est centrée sur la région. Au plan local, des jeunes se retrouvent en équipe pour organiser leur action en rural ; l'instance nationale est la coordination des 21 régions ; elle impulse une direction collectivement en Assemblée générale.
Adhérents	30 000 jeunes environ participent régulièrement à une activité du MRJC ; 150 000 sont touchés plus largement par ses activités.	Presse	— <i>Folavoine</i> , magazine mensuel : « le journal des jeunes à l'action en rural ». — <i>Construire</i> : revue théorique pour la recherche, l'évaluation et la critique de l'action (quatre numéros par an). — Des dizaines de titres locaux : <i>L'Alouette déchaînée</i> , <i>Echo 35</i> , <i>Echanges</i> , <i>Ensemble</i> , <i>Effort</i> , etc.





François Eichholtzer, Président du MRJC, répond à nos questions

■ Comment présenteriez-vous en quelques mots votre organisation, ses caractères et objectifs originaux parmi les organisations de jeunesse?

Le Mouvement est structuré en trois branches : l'une, la branche « agricole » regroupe les jeunes en formation agricole, ceux qui sont en voie d'installation ou agriculteurs; la seconde, la branche « salariée » regroupe les jeunes qui travaillent dans les petites entreprises en rural et ceux qui, travaillant en ville, rentrent le soir dans des villages péri-urbains : ce sont les secrétaires, employés, ouvriers et aussi les apprentis, assez nombreux dans le milieu rural; la troisième branche, « le groupe école » réunit les jeunes, de la quatrième, troisième, les lycéens, ceux des LEP, les étudiants, des enseignants.

Un élément original par rapport à d'autres organisations de jeunesse, c'est qu'on réunit des agriculteurs, des salariés et des scolaires. A court terme, ils n'ont pas toujours les mêmes intérêts; il y a parfois des confrontations assez vives! Mais à moyen terme, il y a des convergences de fond. Le capitalisme a divisé les travailleurs pour mieux régner : il a divisé les ouvriers entre eux et les a séparés des paysans qu'il a souvent mis du côté de la réaction... et les scolaires sont hors de tout circuit. Cela est important de les réunir dans une même direction, ce qui permet de créer des rapports de forces sur des coins et d'inventer une alternative au développement actuel. C'est un point auquel le Mouvement tient : il ne s'agit pas d'une cohabitation entre les trois branches; c'est une confrontation permanente... par la définition d'objectifs communs.

Le Mouvement se définit comme mouvement d'action, force de propositions et mouvement d'église — en favo-

risant l'organisation des jeunes par rapport à leurs conditions de vie et de travail. Pour les apprentis par exemple, ils se rendent compte qu'ils dépassent de loin les horaires de 39 heures — souvent en milieu rural les apprentis font 70 heures, 80 heures — et ils s'organisent avec le Mouvement pour faire intervenir l'inspecteur du Travail ou les parents. Pour les jeunes agriculteurs, la grosse question est qu'ils ne trouvent pas de terre pour s'installer alors que certaines gens cumulent la terre. Dans le Sud-Finistère, le Mouvement a fait une liste de demandeurs de fermes et l'a adressée au Conseil général... Au niveau école, il y a eu la mobilisation pour les Etats généraux des lycées, où le MRJC avec d'autres organisations, la JEC, les CLA, le SGEN, s'est efforcé de susciter le débat, non seulement sur les conditions de vie dans les lycées, mais aussi sur l'orientation des jeunes et le contenu de la formation. Beaucoup de jeunes du milieu rural savent que l'école est synonyme d'exode rural.

Ce sont des exemples d'actions à partir de cas précis. En même temps, le Mouvement veut permettre une animation politique de l'espace rural. Depuis de nombreuses années, la population rurale — agriculteurs, ouvriers, employés — n'a pas eu son mot à dire sur les grands choix dans l'organisation de l'espace rural; il y a donc tout un travail de sensibilisation lors de soirées-débats quand il y a un projet d'auto-route, de grand canal...

■ Et en ce sens, le Mouvement est-il « force de propositions » ?

« Force de propositions », cela correspond à une évolution; dans la pério-

de 72-76, le Mouvement avait des revendications très précises pour les jeunes, mais il s'est rendu compte que cela n'était pas suffisant. Aujourd'hui, il est amené à faire des propositions. Cela s'est surtout concrétisé pour l'instant pour des coins désertifiés ou voués au tourisme où il s'efforce de faire des réalisations économiques. Pour cela, il s'appuie sur des aînés du Mouvement, qui s'installent de manière différente en agriculture.

Dans des régions comme la Franche-Comté, des gens du Mouvement sont en train de mettre en place une coopérative pluriactive avec travail sur une ferme, menuiserie et travail d'ambulance sur le coin; cela permet de trouver des relations directes au niveau production et de répondre aux besoins locaux... Il y a des tentatives pour passer au stade de propositions pour ne pas être dépassé par la logique de développement capitaliste, y compris dans des zones agricoles intégrées et là où se développent les nouvelles industries de pointe.

■ ... Et la dimension chrétienne ?

Le Mouvement est reconnu officiellement comme un mouvement d'église par l'épiscopat. Mais, nous disons que nous nous reconnaissons de la tradition chrétienne parce que nous avons une pratique sociale. Nous essayons de faire une relecture « matérialiste » de la Bible : on essaie de repartir du contexte politique, économique et idéologique où a vécu Jésus et de comprendre quels choix il a opérés dans ce contexte. On se rend compte qu'il a toujours exercé une fonction critique par rapport à tous les pouvoirs aussi bien économique que politique, que religieux, et pa-

rallèlement, il a exercé une fonction dynamique car il a suscité les gens à réagir, à mettre en place une autre pratique sociale.

Il faut préciser que des gens se disent incroyants dans le Mouvement. Le Mouvement veut permettre à des jeunes d'agir; parmi ces jeunes, certains se reconnaissent dans la tradition chrétienne et le Mouvement leur permet de trouver une cohérence entre leur conviction et leur pratique...

Pour nous ce n'est pas la tradition chrétienne qui va nous dire quoi faire aujourd'hui. Il y a le projet politique du Mouvement, qui part des réalités, qui est un projet anticapitaliste, un projet de lutte pour un autre développement. Cela dicte nos propositions et nos actions. Mais on ajoute que la tradition chrétienne a une fonction critique, qu'elle évite qu'on se sclérose, qu'on devienne « doctrinaire »; elle a une fonction dynamique, car nous ne sommes pas les premiers à vouloir que les hommes soient acteurs dans l'histoire, car nous rejoignons un courant plus large... Du coup, il existe une cohabitation intéressante entre croyants et non-croyants dans le Mouvement. Cela ne rentre pas en contradiction, au contraire, cela va dans le même sens.

■ La question de l'emploi est la question première pour les jeunes. Comment votre Mouvement y intervient-il ?

Pour nous, elle se pose de différentes manières... Pour les jeunes qui veulent s'installer en agriculture, il faut trouver des terres; il faut investir énormément en foncier et en mécanisation. Sans capital de départ, sans parents agriculteurs, il est souvent quasi impossible de racheter de la terre.

Aussi le Mouvement serait-il favorable aux offices fonciers. Il faut que l'outil de production de l'agriculteur ne lui appartienne pas personnellement, qu'il appartienne à la collectivité. On pourrait prêter ou louer de la terre à un jeune qui s'installe le temps qu'il travaille pour éviter qu'il passe toute sa vie à rembourser des emprunts ou à rembourser des terres à ses frères ou sœurs. Aujourd'hui, quand l'héritage se fait, il doit payer un quart à l'Etat et payer les parts des frères et sœurs. De plus, il doit se mécaniser pour être rentable : il s'endette et devient prisonnier du Crédit agricole et des firmes agro-alimentaires. Nous serions favorables à ce que les moyens

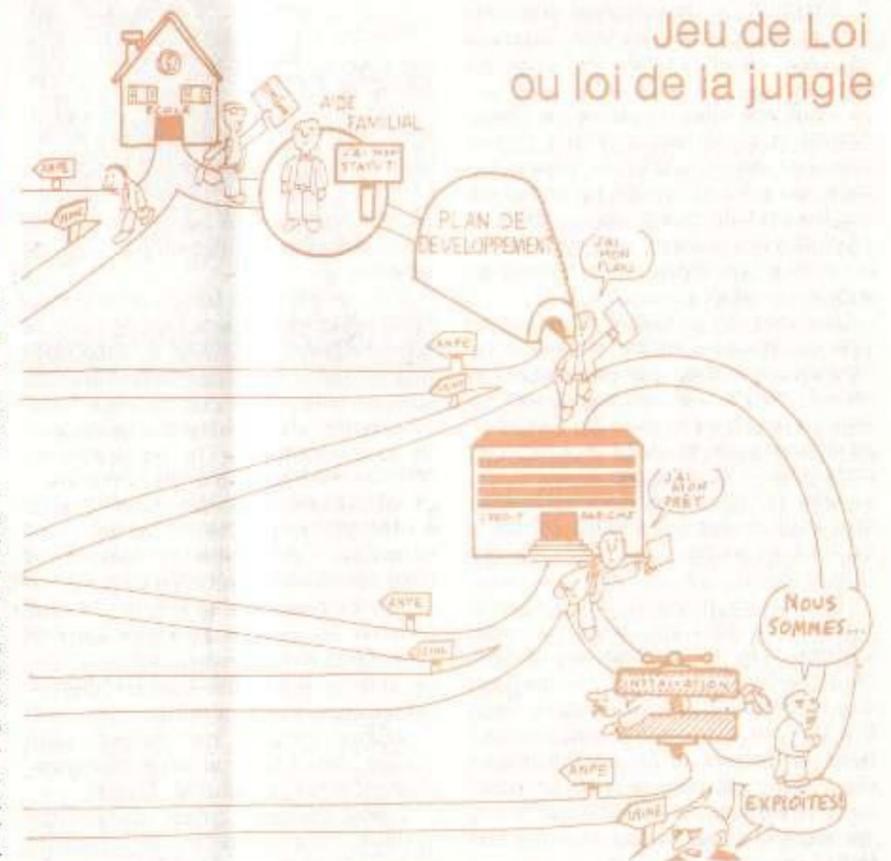
de production soient propriété collective au niveau communal, par exemple.

Ceci passe par des actions contre le cumul et aussi par des efforts de jeunes pour limiter les investissements et l'endettement vis-à-vis du Crédit agricole. Par exemple, pour la nourriture du bétail, au lieu de l'importer du Brésil ou des Philippines où cela détruit les productions vivrières, ils essaient de la produire sur place... Côté vente, en lien avec des associations de consommateurs, ils s'efforcent de mettre en place des circuits courts. Bien sûr, ce sont des expériences, ce sont surtout des pratiques un peu « repères » qui permettent une animation politique sur un coin, pour montrer la possibilité de transformation et pour dire qu'il faut repenser les rapports entre la ville et la campagne. Aujourd'hui, il y a souvent opposition ou absence de relations entre les différents mouvements de lutte; il y a des convergences à trouver, des alliances à faire.

Les jeunes salariés sont plutôt, aujourd'hui, une main-d'œuvre à bon

marché pour le patronat. Sur des coins, on dénonce les patrons qui utilisent les jeunes comme manœuvres à bon marché. N'y a-t-il pas aussi moyen d'intervenir quand une entreprise ferme et que les salariés se retrouvent sans rien? Par exemple, permettre une formation professionnelle pour que les salariés maîtrisent des données économiques pour intervenir dans la gestion de l'entreprise. Non pas qu'ils aillent gérer la crise, mais qu'ils puissent intervenir sur la finalité de la production et l'organisation du travail.

Il y a aussi des interventions pour les chômeurs; en milieu rural ils sont très isolés, certains à 70 km de l'ANPE. Le Mouvement les informe de leurs droits, les aide à sortir de l'isolement, à combattre le fatalisme. En rural, on existe par le travail; sans travail, on est en marge de la société. Et puis, on intervient pour la création d'emplois à partir des besoins locaux en court-circuitant certains types de production ou de consommation.



Voir le recueil de dessins réalisés pour le MRJC : « Et que vivent nos pays ! »

Propos d'un enseignant laïc de Bretagne

Qu'est-ce qui fait courir par milliers les parents bretons aux manifestations pour la défense de l'enseignement privé ?

La défense de la foi ? Certes, la quasi-totalité des établissements d'enseignement privé en Bretagne sont des écoles catholiques. Mais les églises ne font plus le plein et l'enseignement religieux est réduit au minimum dans les écoles privées.

Dans la vie quotidienne, rien ne ressemble plus à une école qu'une autre école. Souvent l'enfant atterrit dans le privé parce que les parents n'ont pas trouvé de place ailleurs. D'autres facteurs peuvent entrer en jeu : la proximité ; l'existence d'un internat ; la réputation de l'école ; les résultats aux examens ; la tradition familiale... Il n'y a pas là de quoi descendre dans la rue !

Et pourtant, le principal argument mis en avant dans les manifestations est celui du libre choix de l'école par les parents.

Dans une tribune publiée par *Ouest-France* le 22 janvier, M. Pierre Daniel, président de l'UNAPEL (Union nationale des associations de parents d'élèves de l'enseignement libre), affirme : « La liberté de choix des familles est un droit et un devoir des parents ; c'est aussi un droit de l'enfant. »

Il explique : « Éduquer, ce n'est pas tirer ou pousser l'enfant dans des couloirs étroits choisis par ses parents et ses éducateurs. C'est accompagner l'enfant... l'ouvrir au monde qui l'entoure, un monde qu'il ne doit pas subir, mais dans lequel il doit trouver sa place. »

Discours progressiste auquel je souscris, tout en me demandant comment un tel discours peut justifier la ségrégation scolaire ?

M. Daniel poursuit son raisonnement : « Ce n'est pas lui imposer des aillères, mais lui proposer des références à partir desquelles il pourra juger et choisir et devenir un homme libre. Il n'y a pas d'éducation sans propositions de valeurs et la mission propre des parents est bien celle de proposer à leurs enfants les valeurs qu'ils ont découvertes et qui leur paraissent essentielles. »

Nous y sommes : le combat pour le maintien de la dualité scolaire est un



combat pour la défense des valeurs fondamentales, c'est-à-dire celles des parents.

Or, ces parents bretons qui manifestent viennent de vivre l'éclatement de leur société rurale : la famille s'est dispersée, les enfants ont trouvé du travail en ville... Certains se sont laissés embrigader dans les syndicats rouges ; ils sont montés sur les barricades en 68 ; ils militent pour l'avortement... et maintenant, ils soutiennent un gouvernement de gauche — avec des communistes ! Où va-t-on ?... Avec cette crise économique qui n'en finit pas, ce danger de guerre qui se précise... Il faut resserrer les liens, essayer de maintenir les enfants dans la mouvance familiale, les amener à prendre comme références les valeurs de leur milieu.

« Cette mission des parents doit trouver dans l'école sa nécessaire complémentarité », conclut M. Daniel.

L'enseignement privé, dans cette optique, doit permettre aux parents de choisir tout à la fois l'école, les filières, le projet pédagogique, le directeur... et les professeurs. Ces derniers

sont neutralisés par le lien direct de salariés à employeur et par l'obligation qui leur est faite de respecter le « caractère propre » de l'école privée.

Est-ce en le maintenant dans une école à part, dans un environnement protégé que l'on espère développer chez le jeune la liberté de décision et l'ouverture sur le monde ?

Mettre en avant le libre choix de l'école avant la formation au libre choix du jeune, c'est accorder plus d'importance au manche de la charrue qu'au sillon à tracer. Pour qu'il y ait choix véritable, il faut instaurer le pluralisme dans l'école et non pas se cramponner à la pluralité d'écoles.

Dans une réunion publique, un participant s'écrie : « A qui appartiennent les enfants ? Aux parents ou à l'État ? » Le voici débusqué, ce vieil ennemi héréditaire : l'État qui veut régimenter toute notre vie ! L'État qui engraisse sur notre dos un tas de bureaucrates et d'incapables ! L'État qui reprend d'une main ce qu'il a donné de l'autre ! L'État qui nous prend nos enfants pour les tuer à la guerre ! L'État qui a ruiné et vidé nos campagnes ! L'État qui a piétiné la culture bretonne et qui nous empêche de parler notre langue !

Cette révolte contre l'État vient de loin. Elle n'a rien à voir avec la révolte des anarchistes : c'est une révolte de masse. Les manifestations pour la défense de l'enseignement libre sont une résurgence de la chouannerie. Une fois de plus, les masses populaires qui revendiquent plus de liberté, se mettent sous la coupe du parti de l'ordre, fossoyeur des libertés. Cette nouvelle guerre scolaire vise à opposer entre elles les diverses forces qui luttent effectivement pour l'émancipation du peuple : la classe ouvrière, la petite et moyenne paysannerie, les intellectuels progressistes. Attaquer l'idéologie réactionnaire des responsables de l'enseignement privé sans faire preuve de sectarisme à l'égard des parents, telle me semble être la tactique à mettre en œuvre pour rassembler tous ceux qui souhaitent de véritables changements dans l'école.

Denis MERIAU, militant du PCML
Ce texte a été envoyé à divers journaux en même temps qu'à *Travailleurs*.

«Les difficiles chemins de la liberté»

Il y a presque quinze ans que la loi autorise la contraception. Quinze ans, c'est suffisant pour faire un bilan. Voilà pourquoi le Planning familial organisait un colloque international qui s'est tenu à Paris les 18 et 19 décembre 1982. La contraception « du côté des femmes », ce n'est déjà plus un moyen de planifier les naissances, mais un véritable pas vers une liberté qui augure d'un nouveau rôle social pour les femmes...

La lutte des femmes pour l'avortement libre et gratuit vient de remporter son deuxième succès : l'avortement va être remboursé. Progrès à double tranchant, il montre aussi les limites d'une contraception réussie. Pour faire de nouveaux pas, peut-être faut-il sortir du cadre législatif et médical, et aller voir « du côté des femmes ».

Il n'existe en effet, presque aucune enquête sur la question. En recueillant 3 200 témoignages, le Planning familial pose le premier jalon. Les réponses sont instructives, et ont servi de guide aux six tables rondes réunies les 18 et 19 décembre dernier.

La contraception n'est plus vécue aujourd'hui, comme un moyen qui évite d'être enceinte (27% des réponses) ou qui planifie les naissances (25%), mais comme un moyen d'accéder à une vie sexuelle plus harmonieuse (40%). Elle renvoie à une autre image de la femme, celle qui maîtrise son corps et sa vie... On se doutait, aussi, que les violentes résistances de la bourgeoisie à la contraception n'avaient pas pour mobile le seul « dépeuplement » de la France !

PAS DE MOYEN IDÉAL

Tout est loin, pourtant d'être parfait : l'information est mal faite, par les amies et les médias (45% et 22%), et non par l'école comme le souhaitent 53% des femmes interrogées, ou dans le cadre familial (83%), lieu privilégié de l'éducation. La contraception est aussi hypermédicalisée : 66% des femmes interrogées consultent un médecin ou un gynécologue pour obtenir un moyen contraceptif, contre seulement 16% un centre de planification. Ce sont les jeunes filles (48%) qui pré-

fèrent ces derniers, et après 30 ans, 77% des femmes vont chez un médecin.

Cet héritage des premiers pas de la contraception légale et de la recherche contraceptive, conçues au départ comme acte médical, est bien difficile à secouer. D'autant que, malgré ses progrès, aucun moyen contraceptif n'appar-



Manifestation du 23 octobre 82 pour le remboursement de l'avortement.

rait comme idéal. Le vécu des femmes en est le témoin : 53% seulement vivent leur contraception comme une libération sans contrainte, et 55% pensent qu'actuellement, toutes les femmes ne peuvent pas trouver la solution satisfaisante.

OTAGES DE LA MÉDECINE ?

Pendant le colloque lui-même, la forte présence de médecins et de chercheurs montrait bien à quel point le corps des femmes, leur pouvoir de procréer ou pas, ne sont pas encore sortis de l'hôpital. Ce fut d'autant plus criant lors de la table ronde « Les résistances médicales sont-elles scientifiques ou idéologiques ? », thème brûlant s'il en

est, où les médecins présents sont restés dans un prudent résumé de leurs pratiques : tel préfère le stérilet, même pour les très jeunes filles, tel autre prescrit la pilule même aux femmes de plus de 40 ans car elle est un facteur de non-développement du cancer des seins et de l'utérus... Entre les statistiques et les théories médicales, bien heureuse sera celle qui sera sûre d'avoir fait le « bon choix ». Une seule intervention, celle du docteur Janot a rappelé que la campagne médicale contre les moyens contraceptifs (la pilule en particulier) n'avait pas cessé. Elle a seulement changé de cible : après les cancers, les risques métaboliques.

REFUS DE L'AGRESSIVITÉ SCIENTIFIQUE

Vigilance. Bien des femmes présentes dans la salle y ont pensé avec surprise, après l'intervention d'invitées québécoises. Elles ont longuement argumenté sur le retour des femmes du Québec — au moins certaines catégories d'entre elles — à ce qu'on peut appeler « les méthodes douces », c'est-à-dire diaphragme ou cape cervicale, moyens qu'on avait pu croire éliminés par la pilule et le stérilet. Ils expriment la peur des femmes devant une contraception agressive (au Québec, une femme sur deux est stérilisée à 35 ans !), et leur refus d'une image « masculinisée » de la sexualité féminine (disponible tout le temps) qui s'accrocherait aux méthodes scientifiques. Il reste, que même si ces méthodes améliorées techniquement, ont une meilleure efficacité (expérience de centres de planning en Italie où il y a aussi peu d'échecs avec le diaphragme qu'avec la pilule), on peut se demander si elles correspondent au désir de nombreuses femmes de « moins de contrainte » ?

Reflét de l'image sociale et du vécu des femmes, la contraception est loin d'être simple on le voit. En quittant la revendication et en entrant dans la pratique du quotidien des femmes, elle a pris mille facettes. Pas de découragement pourtant. Les progrès sont nombreux. Ils le seront encore dans les années à venir, moins médicalisés, plus simples d'emploi. Ainsi, le professeur Baulieu est venu longuement expliquer sa découverte de la RU 486, nouvelle pilule à la progestérone seule, qui pourrait n'être utilisée que 2 jours par mois... Côté masculin, des progrès aussi qui répondent aux vœux de 61% des femmes. La contraception n'est pas seulement une affaire de femmes, il ne faudrait pas l'oublier.

Claire MASSON

LE MONDE EN BREF



Le 18 janvier, une grève de grande ampleur assortie de manifestations dans tout le pays a secouru l'Italie. (Du jamais vu depuis le début des années 70). Ici, les manifestants réclament l'unité syndicale des trois centrales face à la politique d'austérité.

CISJORDANIE : « L'OCCUPATION EST LA SEMENCE DU MAL »

Pour la première fois, 3 000 partisans israéliens du mouvement « La Paix maintenant » ont manifesté en Cisjordanie, le 15 janvier, contre la poursuite des colonies de peuplement sionistes dans ce territoire occupé. Déjà 60% du territoire cisjordanien est passé sous la coupe du gouvernement israélien qui distribue ensuite les terres confisquées aux promoteurs. Actuellement de 25 000 personnes, la population juive de Cisjordanie (non comptée Jérusalem) doit doubler d'ici trois mois, selon le gouvernement Begin, et quadrupler d'ici 1986. Cette situation a fait dire à Bassam Chakaa, maire palestinien élu de Naplouse : « Désormais entre les Israéliens et nous, la lutte est purement et simplement un combat pour la terre. » Lors de la manifestation du 15, un orateur a expliqué l'opposition aux implantations pour des raisons politiques mais aussi « éthiques et morales » : les Juifs « doivent se souvenir qu'ils ont été soumis à d'autres peuples au cours de leur histoire et donc refuser

de dominer les Palestiniens. » Autre élément nouveau : la manifestation a reçu le soutien de délégations d'habitants des quartiers pauvres de toutes les villes d'Israël, traditionnellement pro-Begin. En effet, les habitants de ces quartiers protestent contre l'attribution de fonds gouvernementaux aux colonies tandis qu'ils ne reçoivent rien pour réhabiliter leurs propres maisons. Un orateur a ainsi pu prédire : « La violence politique contre la minorité arabe entraînera une violence sociale au sein même d'Israël où des minorités se considèrent comme abandonnées par les pouvoirs publics. » Sur les banderoles, on lisait : « L'occupation est la semence du mal », « Investir ici, c'est détruire la paix ».

AFFAMÉS PAR CENTAINES DE MILLIONS

Selon l'UNICEF, organisme de l'ONU pour l'enfance et la FAO, organisme de l'ONU pour l'agriculture, 450 millions d'hommes sont actuellement gravement sous-alimentés. Et les prévisions sont pessimistes puisqu'elles annoncent 650 millions d'affamés en l'an 2000.

L'ENDETTEMENT DU TIERS MONDE

La dette extérieure de l'Amérique latine s'est élevée à 274 milliards de dollars en 1982. Avec 85 milliards de dollars, le Mexique est le pays le plus endetté du monde. Le scénario est à chaque fois le même : le Fonds monétaire international préconise au pays débiteur une série de mesures d'austérité pour « assainir » la situation financière. C'est ainsi que dans le cas du Mexique, le nouveau président de la République est revenu sur la nationalisation des banques décidée en septembre par son prédécesseur. Même chose pour le Brésil et l'Argentine : le FMI a recommandé que les salaires des travailleurs argentins ne récupèrent pas les pertes des dernières années. Quant au Brésil, dont la dette extérieure s'élève à 80 milliards de dollars, il devra diminuer les investissements au secteur nationalisé et modifier une loi salariale trop favorable aux salariés. Devant cette dégradation, le Nicaragua a proposé lors de la dernière réunion des non-alignés, une négociation globale de la dette des pays du Tiers Monde,

les intérêts ne devant pas dépasser un pourcentage fixé des exportations. Proposition que refusent les ténors des grandes banques des pays riches, préférant des négociations pays par pays, qui permettent de « tenir » le débiteur. Une forme de chantage en quelque sorte.

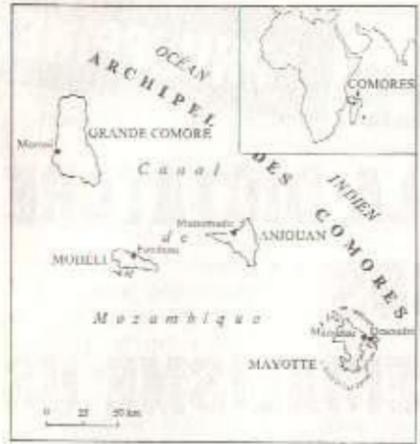
LES NON-ALIGNÉS ATTAQUENT REAGAN

Une réunion ministérielle du Bureau de coordination des pays non-alignés sur l'Amérique latine s'est tenue les 14 et 15 janvier à Managua, capitale du Nicaragua. Précédant la conférence au sommet prévue pour le mois de mars en Inde, la réunion de Managua a adopté un communiqué final particulièrement dur à l'égard de l'impérialisme américain dont les « pressions et sanctions économiques contre le Nicaragua, Cuba, Grenade, l'Argentine et plus récemment le Surinam » sont dénoncées. D'autre part, la décision de l'Inde (pays hôte du prochain sommet) de ne pas inviter le prince Sihanouk comme représentant du Cambodge, a été critiquée par quelques pays.

Claude LIRIA

RAPPROCHEMENT CHINE-AFRIQUE

Début janvier, le premier ministre chinois a visité plusieurs pays africains : Guinée, Gabon, Zaïre, Congo, Zambie... En Guinée, Zhao Ziyang a dénoncé le soutien des USA à l'Etat raciste sud-africain qui continue de dominer la Namibie. Il a ajouté : « La question de l'indépendance de la Namibie ne doit pas être liée au retrait des troupes cubaines de l'Angola. » Mettant l'accent sur les relations Sud-Sud, il a défini les principes qui doivent régir les relations entre la Chine et l'Afrique : « Pour les enrichir d'un nouveau contenu, nous désirons promouvoir avec ces pays la coopération économique et technique sur la base de la solidarité, de l'amitié, de l'égalité et des avantages réciproques. Cette coopération n'est assortie d'aucune condition politique, elle se fonde sur le respect strict de la souveraineté d'Etat et la non-ingérence dans les affaires intérieures de l'autre partie; elle doit partir des besoins réels et des conditions concrètes des deux parties, leur permettre de mettre en valeur leurs points forts et leur potentiel respectifs, et avoir, en fonction des réalités, des formes diverses, en vue d'apporter une meilleure rentabilité économique. Cette coopération, enfin, n'a pas d'autre but que de subvenir aux besoins de l'une et de l'autre partie, de s'entraider, de renforcer leur capacité respective d'auto-production et de développer leur économie nationale. »



COMORES

Solidarité avec les militants emprisonnés du Front démocratique

L'élection de François Mitterrand à la présidence de la République française le 10 mai 81 avait suscité de grandes inquiétudes au sein du régime d'Ahmed Abdallah. C'est que l'Etat français est le principal soutien au gouvernement comorien; or, les nouvelles autorités françaises ne montraient aucune volonté à continuer de collaborer avec un régime connu pour son caractère illégal, la nature réactionnaire de sa politique, ses nombreux liens avec les mercenaires internationaux, Bob Denard et ses hommes.

Mais deux années de pouvoir par la gauche ont fini par assurer Ahmed Abdallah que du côté français la « défense des intérêts de la France » n'est pas forcément synonyme d'un attachement aux droits de l'homme et à d'autres principes généraux. La leçon est comprise et Ahmed Abdallah met un coup de frein aux velléités d'ouverture démocratique destinées à calmer les socialistes : finie la critique aux gouverneurs des îles sur leur mauvaise gestion, report à une date ultérieure des élections des conseillers des îles, arrogance affichée des mercenaires de Bob Denard après quelques mois de discrétion. Etc.

Ces tentatives d'ouverture avaient en effet été rapidement saisies par les masses populaires pour s'organiser et résister à la politique de misère de la grande féodalité comorienne. Les élections de février-mars 82 ont donné naissance au Front démocratique (FD) et ont permis un ralliement massif au programme pour la Démocratie nouvelle. Diverses catégories des masses ont entamé depuis un processus de création de syndicats —enseignants, dockers, ouvriers, et avancement des revendications économiques.

La crise économique que traverse la RFIC* est de plus en plus insupportable pour les masses : nombreux licenciements dans les administrations dont 300 instituteurs, non-paiement des salaires de petits fonctionnaires depuis

cinq mois, pénuries fréquentes et diverses de denrées de première nécessité, etc. Et les derniers revers subis par le régime mercenaire d'Ahmed Abdallah sont venus compliquer sa situation : refus du FMI de lui accorder un prêt en décembre 82, refus de l'Arabie Saoudite de recevoir Ahmed Abdallah en janvier, renvoi de la Conférence des bailleurs de fonds sur les Comores à une date ultérieure, etc.

Le gouvernement de la RFIC se trouve ainsi en difficulté de toutes parts : isolé à l'intérieur du pays, discrédité sur le plan international. Le voilà qui se lance dans une fuite en avant pour barrer la route à la seule force qui monte afin d'étouffer l'espoir de notre peuple à un changement.

L'arrestation de dix personnalités militantes et proches du Front démocratique, dont Moustafa Saïd Cheik, candidat aux dernières élections à Moroni, capitale fédérale des Comores, s'inscrit totalement dans ce cadre. Les

camarades sous la garde des mercenaires de Bob Denard subissent de dures conditions de détention dans la prison centrale de Moroni. Depuis le 8 janvier, date de leur arrestation, aucun contact ne leur a été permis avec leurs familles. L'accusation avancée par le régime de « publications de journaux répandant de fausses nouvelles » et « d'affront au président » ne laisse aucun doute sur son intention de faire un procès politique et d'emprisonner lourdement les militants du Front démocratique.

Nous lançons un appel à l'opinion internationale et à toutes les organisations humanitaires et démocratiques pour soutenir les militants et sympathisants du Front démocratique.

Front démocratique en France

(on peut le contacter par l'intermédiaire du journal *Travailleurs*)

*RFIC : République fédérale islamique des Comores.



Meeting du Front démocratique à Ndzuwani



PHILIPPINES

LE PEUPLE CONTRE LA DICTATURE DE MARCOS ET L'IMPERIALISME US

En France, pour certains les Philippines sont synonyme de vacances; ceux qui ont vu le reportage télévisé « Les trottoirs de Manille » gardent certainement à l'esprit les images d'une misère telle qu'elle contraindrait des enfants d'une dizaine d'années, garçons et filles, à se prostituer.

Pour les Philippines eux-mêmes deux faits font rarement la une des journaux : la débâcle économique et le développement du mouvement populaire et de la guérilla contre la dictature de Marcos.

LOS FILIPINOS : UNE LONGUE RÉSISTANCE...

Situé au sud de Taïwan, à la limite de la mer de Chine et de l'océan Pacifique, l'archipel des Philippines fut en partie colonisé par les Espagnols dans la deuxième moitié du XVI^e siècle. Cette colonisation se heurta sans cesse à une vive résistance de la part du peuple philippin qui se libéra du joug espagnol à la fin du siècle dernier, en 1898.

Les Etats-Unis, qui par ailleurs étaient en conflit avec les Espagnols pour le contrôle de Cuba, tentèrent alors de s'imposer, avec l'aide de certains Philippines ayant déjà capitulé lors de la présence espagnole. Mais à la fin de cette même année, aux termes d'un traité de paix, l'Espagne vendit les Philippines aux Etats-Unis qui envoyèrent un fort contingent militaire constamment renforcé face à la résistance des *filipinos* particulièrement importante dans les îles du sud, peuplées en majorité de musulmans. Vers 1910, les Etats-Unis mirent en place un « gouvernement civil philippin » tout en renforçant leur contrôle sur l'économie du pays.

La deuxième guerre mondiale n'épargna pas les Philippines qui durent alors mener la résistance contre les Japonais. Si, au lendemain de la

guerre, en 1946, l'indépendance des Philippines fut proclamée, l'archipel est en réalité retombé sous le contrôle américain par le biais d'accords économiques et militaires.

AU LENDEMAIN DE « L'INDÉPENDANCE »

Très vite le mécontentement des Philippines devait grandir face à la présence militaire américaine mais surtout en raison de la domination des industriels et propriétaires fonciers américains et compradores. Tandis que le Parti communiste (PKP) s'en tenait à la « légalité parlementaire », des milliers de paysans s'insurgeaient dès 1948. Un moment soutenu par le PKP, sur l'impulsion d'un de ses dirigeants, le mouvement prit fin en 1953 avec la venue d'un nouveau président, élu lui aussi avec la bénédiction des Américains. Le PKP devait, dès lors, sombrer dans l'oubli le plus total.

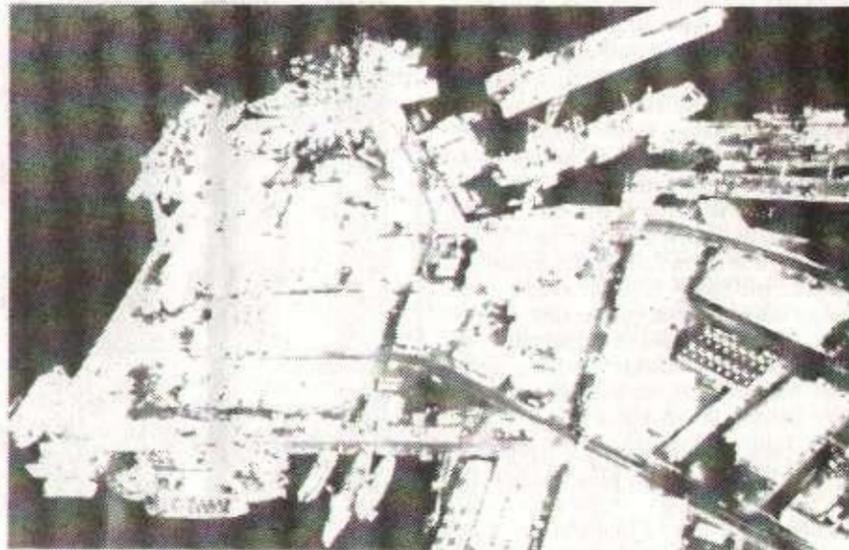
Mais les crises se succédèrent, les Américains imposant sans cesse leur

volonté afin d'asseoir leur domination économique et militaire, compte tenu de la position stratégique du pays dans cette partie du monde.

S'opposant à toute tentative d'indépendance réelle du gouvernement philippin, les Etats-Unis favorisèrent en 1965 l'accession de Ferdinand Marcos à la présidence. Réélu en 1969, Marcos dut lancer des emprunts internationaux car la campagne électorale avait vidé les caisses de l'Etat.

Entre temps, fin 1968, des éléments progressistes de différents secteurs de la société philippine avaient créé un nouveau parti communiste — le PCP... puis début 1969 la Nouvelle armée du peuple — NPA.

De 1970 à 1972, les manifestations hostiles à Marcos et aux Américains se multiplièrent, rassemblant ouvriers, étudiants et paysans... Lors de législatives, le parti gouvernemental fut mis en échec; des couches de plus en plus larges de la population exigèrent une réelle vie démocratique et protestèrent contre la présence américaine.



Base navale US de Subic Bay, l'une des plus grandes du monde

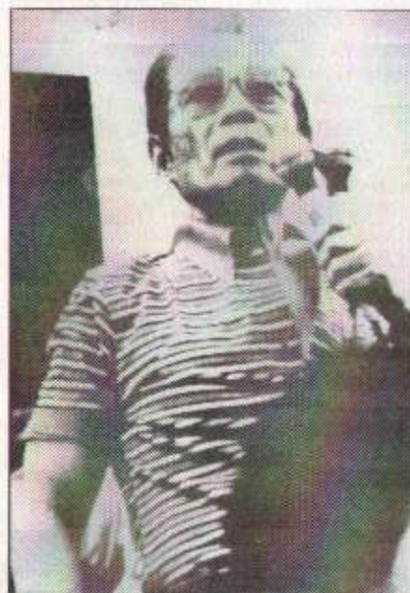
En septembre 1972, Marcos instaura brutalement la loi martiale et étend ses pouvoirs à ceux d'un dictateur.

LA LOI MARTIALE ET LA RÉSISTANCE POPULAIRE

Aussitôt des milliers d'opposants ou de personnes considérées comme telles sont arrêtés et Marcos proclame l'instauration d'une « nouvelle société », n'hésite pas à manipuler la Constitution, à organiser des « référendum » voulant ainsi légaliser aux yeux du monde son pouvoir...

Avec la loi martiale et la répression qui l'accompagne, l'économie philippine est de plus en plus soumise aux investissements étrangers, avec l'établissement de zones franches pour les industries et la cession de vastes territoires à des complexes agro-alimentaires étrangers. Si dans de telles conditions le secteur industriel croît rapidement, la dette de l'Etat et l'exploitation du peuple philippin se développent proportionnellement.

Héritier d'une longue tradition de lutte contre le colonialisme et aspirant à la démocratie, le peuple philippin a, au cours des années, fait la preuve de sa volonté de résistance, quel qu'en soit le prix.



Felixberto Olalia, Président du KMU

Parti d'une analyse approfondie de la société philippine, analyse qu'il réactualise régulièrement, le PCP est un élément moteur de cette lutte et son organisation armée, la NPA, contrôle des zones plus ou moins importantes

PHILIPPINES

selon les îles et compte certainement entre 7 et 10 000 combattants.

Dans le sud, la population musulmane s'est soulevée depuis 1969 pour protester contre la dépossession de ses terres et le Front Moro de libération nationale — MNLF — mène la guérilla dans cette partie de l'archipel. Si la NPA intervient principalement au centre et au nord de l'archipel, elle entretient des liens avec le MNLF. Un élément important de cette résistance à l'impérialisme américain et à la dictature de Marcos est constitué par le Front national démocratique — NDF — qui regroupe aujourd'hui près d'un million de personnes appartenant tant au PCP, à la NPA, qu'à des organisations démocratiques, humanitaires ou religieuses...

ET DEMAIN ?

Sentant son pouvoir quelque peu ébranlé et sermonné par les Américains pour la dureté de la répression, Marcos a, l'an dernier, organisé une nouvelle farce électorale, mettant officiellement fin à la loi martiale alors que les dispositions répressives restent entièrement en place. Quant à la Banque mondiale, elle crie à la catastrophe de l'économie philippine.

Les travailleurs philippins eux ont multiplié les grèves, malgré le renforcement de la répression; la NPA a nettement développé ses actions contre l'armée et la police et chaque jour des ouvriers, des paysans, des étudiants rejoignent ses rangs. Cette résistance croissante (c'est d'ailleurs le titre d'une récente brochure du NDF) porte l'espoir que les Philippines se libèrent du joug de Marcos un jour prochain.

Robert VALLOT

DOM

Des élections en trompe-l'oeil

Le 20 février auront lieu dans les DOM — Guadeloupe, Guyane, Martinique et Réunion — l'élection de Conseils régionaux. Le Conseil constitutionnel avait, début décembre, annulé la loi instituant une assemblée unique, à la fois Conseil général et Conseil régional, et le gouvernement a fait adopter fin décembre par le Parlement une loi instituant un Conseil régional dans chaque DOM.

Le Conseil régional, assisté d'un Comité économique et social et d'un Comité de l'éducation, de la culture et de l'environnement, tous deux consultatifs, aura pour compétence, comme pour toute autre région, de « promouvoir le développement économique, social, sanitaire, culturel et scientifique de la région et l'aménagement de son territoire et d'assurer la préservation de son identité, dans le respect de l'intégrité, de l'autonomie et des attributions des départements et communes. » Un projet de loi ultérieur doit étendre

ce champ de compétences en fonction des spécificités des DOM.

Ces élections seront-elles l'occasion, comme le dit Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, « de poser les vrais problèmes », c'est-à-dire ceux de colonies françaises soumises à la domination et à l'oppression de la métropole et donc leur droit à l'autodétermination et à l'indépendance ? Il s'agit seulement, selon lui, de « savoir s'il y a des majorités nouvelles pour bousculer une situation socio-économique qui en a bien besoin ». L'instauration de la proportionnelle — avec barre de 5% — fait espérer au gouvernement l'élection de Conseils généraux faisant contre-poids aux Conseils généraux à majorité de droite. Mais pour Henri Emmanuelli « il ne s'agit pas d'une espèce de référendum maquillé sur l'appartenance ou non des DOM à la métropole ». Les élections du 20 février sont en trompe-l'oeil, car elles éludent les vrais problèmes. P.B.



L'INDEPENDANCE VA DE SOI...

NOUVELLE-CALÉDONIE

Terre lointaine où les Communards de 1871 ont connu l'exil et le baigne, la Nouvelle-Calédonie vit plus que d'autres colonies françaises l'exacerbation des tensions entre colons et autochtones. En témoigne le récent conflit entre un entrepreneur européen et les habitants d'un village kanak à propos d'une rivière polluée, qui s'est soldé par la mort de deux gendarmes.

Quel est l'arrière-plan qui explique cette exaspération? C'est ce que nous livre Thierry Berthoud, dirigeant de l'Association d'information et de soutien aux droits du peuple kanak.

L'importance stratégique de la Nouvelle-Calédonie, avec la base de Nouméa comme couverture maritime du Centre d'essais nucléaires de Polynésie, avec le nickel, etc., vaut-elle que l'on y sacrifie les droits d'un peuple?

Propos recueillis par Claude LIRIA

Les Kanaks, eux, ont 150 000 ha pour environ 40 000 personnes sur la Grande-Terre. Ils ont donc entre 10 et

la quittent, avec la création de partis purement européens. Se créent aussi le PALIKA, Parti de libération kanak qui, depuis, s'est scindé, ainsi que de multiples partis kanaks. A souligner la création du Front indépendantiste, structure de rassemblement de toutes les forces kanakes, où par-delà les différences politiques, chacun se reconnaît fondamentalement kanak. Ce qu'ils demandent, ce n'est pas l'indépendance, c'est l'indépendance kanake.

■ Comment se pose le problème de la terre?

C'est le problème-clé, essentiel du monde kanak; il y a identification complète du Kanak avec sa terre. Un exemple parlant: lorsqu'un Kanak a été chassé de sa terre d'origine et accueilli dans une réserve, il n'a plus le droit de parler de sa terre d'origine, il n'existe plus. Il doit demander aux gens qui l'ont accueilli de parler à sa place de sa terre.

Les noms des «clans» se retrouvent dans la dénomination de l'espace géographique. L'espace humanisé et la société se confondent intégralement. Ce qui explique aussi que l'entreprise coloniale était un ethnocide dans la mesure où, chassant le Kanak de sa terre, elle l'empêchait d'exister.

A l'origine les Kanaks étaient partout: toute la terre était rattachée à des «clans».

A l'heure actuelle, il y a 330 000 ha pour les Européens: en gros, un millier d'exploitations agricoles, dont environ 600 sont des exploitations dont le revenu est secondaire pour l'exploitant.

C'est au milieu du XIX^e siècle, alors que les grandes puissances — la France et la Grande-Bretagne — étendent leur mainmise sur le Pacifique, que la Nouvelle-Calédonie devient officiellement possession française.

Le gouvernement français en fait alors — ce qui est une exception pour une petite île du Pacifique — une terre de colonisation, avec importation massive de colons, leur louant des terres, etc.

Après des révoltes où des dizaines de leurs villages sont brûlés, les Kanaks sont relégués dans des réserves, ayant un statut à peu près identique à celui des Indiens d'Amérique du Nord. Ce n'est qu'en 1945 que ce statut de l'Indigénat a été supprimé par de Gaulle.

De sources diverses, on estime la population kanake entre 100 et 200 000 personnes avant la colonisation. Ce chiffre tombe à 27 000 en 1920! Un véritable ethnocide!

La décimation au cours des révoltes, les maladies et l'alcoolisme introduit par les colons, et aussi le refus par les Kanaks eux-mêmes d'avoir des enfants plutôt que de les voir asservis par les Occidentaux, expliquent ces chiffres.

Les choses commencent à changer à partir de 1945, puis 1956 avec la loi-cadre présentée par Gaston Defferre: c'est la période de la politique d'assimilation. Il y a un seul parti sous domination européenne, l'Union calédonienne (UC), où sont mêlés Kanaks et Européens, et qui a pour slogan: «Deux couleurs, un seul peuple».

Avant désormais accès à l'éducation (le premier bachelier kanak date de 1963), des jeunes viennent faire leurs études en France où ils prennent conscience de l'existence du reste du monde et du décalage avec la situation de leur pays. C'est la création des Foulards rouges.

A son Congrès de 75, l'UC se radicalise. Une bonne partie des Européens

100 fois moins de terres pour vivre que les Européens. En outre, les surfaces cultivables sont bien inférieures aux 150 000 ha, car ce sont de mauvaises terres, inondables, en région de montagne, alors que celles des Européens, ce sont les bonnes où se fait un élevage extensif, qui vit de subventions.

Moi, j'ai vu des bêtes crever qu'on ne ramassait même pas, alors que les terres des Kanaks sont jardinées soigneusement et efficacement.

Il n'y a aucune mise en valeur de la terre par les Européens alors que ce sont eux qui n'arrêtent pas de dire: «On veut bien donner la terre aux Kanaks à condition qu'ils la mettent en valeur.»

■ Quelle est la situation économique de la Nouvelle-Calédonie vis-à-vis de la France?

La dépendance économique vis-à-vis de la France est essentielle: les transferts monétaires de la France vers la Nouvelle-Calédonie représentent en gros 10 000 nouveaux francs par an et par habitant! Ce transfert va essentiellement aux colons et aux Européens qui vont là-bas pour faire de l'argent: ils ont double salaire, des avantages colossaux. J'avais une amie qui était maître-auxiliaire dans un lycée, elle devait gagner 12 ou 13 000 francs par mois. De quoi faire rêver les M.A. français!

Aussi, les Européens qui vivent là-bas sur un grand pied (bateaux, etc.) ont-ils tout intérêt au maintien de la présence française.

D'autre part, la Nouvelle-Calédonie est riche en nickel, exploité par le groupe Rotschild, société multinationale. Certains prétendent que le nickel, dans son exploitation actuelle n'est pas rentable, mais il est difficile de savoir dans quelle mesure l'évolution politique ne pousse pas ces gens à favoriser une crise artificielle de la production. En tout cas, les réserves sont très, très importantes et c'est un minéral stratégique. D'où l'ambiguïté de la politique française due au désir de garder le contrôle sur ces richesses.

Le maintien de la présence française a aussi pour raison la zone des 200 miles: grâce à des dizaines de petits îlots, la France détient une grande partie du Pacifique. Ce qui est très

important sur le plan de la pêche et ultérieurement des nodules polymétalliques des fonds marins.

■ Comment situer les différentes forces politiques?

Il y a d'une part les partis français, colons: le RPCR dirigé par M. Jacques Lafleur, député, qui est aussi un grand propriétaire. C'est un parti d'extrême-droite. Les liens du personnel de Lafleur avec les gens du MOP (Mouvement pour l'ordre et la paix — fascisant — NDLR) qui s'appelle maintenant Fraternité calédonienne, sont évidents, personnels.

Ce sont des gens fondamentalement racistes, corrompus, qui sont ce qu'on peut voir de pire comme mentalité colonialiste. Hésiteraient-ils à pratiquer la violence physique, voire le meurtre, pour arriver à leurs fins et maintenir leur domination? N'oublions pas qu'en septembre 81, un dirigeant de l'Union calédonienne a été assassiné...

Le milieu colon, européen de Nouméa est dans les mains de M. Lafleur qui fait des prêts gratuits, donne des emplois et a la réputation notoire de tenir ainsi tout Nouméa. Ce sont ces gens-là qui veulent à tout prix maintenir la France en Nouvelle-Calédonie ou, à la limite, faire une indépendance à la rhodésienne. Ils fonctionnent uniquement par l'intérêt immédiat du portefeuille, avec pour objectif de maintenir les prérogatives du Blanc sur le Noir, le Noir étant dans leur bouche le bétail, avec des plaisanteries du style: «Mieux vaut être suivi par son chien que par un Noir».

L'autre parti européen est la FNSC à tendance giscardienne. Pour certains, ce sont des gens qui ont quitté l'Union calédonienne quand elle a pris son virage vers l'indépendance kanake. Aujourd'hui, ils sont au conseil de gouvernement avec les Indépendantistes et ils savent qu'à terme l'indépendance est inévitable. Ils veulent ainsi sauver les meubles d'une partie de la population européenne. Mais les leaders politiques de la FNSC ne sont pas du tout suivis par leur base locale qui reste fondamentalement colonialiste et raciste.

Au niveau des partis kanaks, la plupart sont regroupés au sein du Front

indépendantiste sauf le PALIKA qui a des positions très marquées par le marxisme. Mais la caractéristique essentielle de tous ces partis, c'est que ce sont des partis kanaks. La composante européenne restée à l'UC a su voir la légitimité de la revendication d'indépendance kanake, montrant par là que le thème d'indépendance kanake ne comporte pas d'exclusive à l'encontre des Européens mais qu'elle est l'expression d'une dimension historique essentielle. L'action de Pierre Declercq a été tout à fait exemplaire de ce point de vue.

Entre les organisations, les clivages politiques et les options différentes sont relativement secondaires devant la conscience d'opprimés, de colonisés kanaks par opposition aux Européens.

Bien sûr, l'unité n'existe pas toujours; il y a des problèmes pour savoir jusqu'où les indépendantistes doivent suivre le gouvernement socialiste dans la mesure où les réformes promises ne se concrétisent pas.

Pour donner une idée du décalage, voici une anecdote: le 11 mai 1981, un entrepreneur du bâtiment n'a pu arriver personne au travail. Très étonné, il est parti voir à la tribu ce qui se passait. Et alors, on lui a dit: «Mitterrand est passé, on est indépendant.»

C'est vrai que les partis indépendantistes avaient appelé à voter Mitterrand, lequel s'était engagé il y a quelques années en faveur de l'indépendance. Et pour les Kanaks au niveau de la tribu, l'indépendance allait de soi dès la victoire du 10 mai.

C'est vous dire le décalage avec la politique gouvernementale qui a commencé par préconiser un certain nombre de réformes pour décrire la situation et éviter l'explosion qui aurait pu suivre l'assassinat de P. Declercq.

On a l'impression que le Front a suivi le jeu du gouvernement, centré sur la décrispation de la situation, ce qui est parfois contradictoire avec les luttes sur le terrain. Le fait est que, d'un point de vue constitutionnel, les indépendantistes sont pris dans un processus qui fait qu'on ne peut pas décréter l'indépendance comme ça.

Ce qui explique que la population, quand ses droits élémentaires sont bafoués, puisse réagir très, très violemment comme à Koindé, parce qu'elle a le sentiment que c'est sans issue dans l'état actuel des choses.

Photos: Pierre Declercq, secrétaire général de l'Union calédonienne, assassiné le 19 septembre 1981. L'un des barrages organisés en Nouvelle-Calédonie à la suite de cet assassinat. (Photo AFP).



L'année 1983 va être une année importante en Europe. C'est une échéance pour l'installation des Pershing II et des Cruise missiles, échéance préparée par différents mouvements pacifistes depuis environ deux ans. Ce qu'il y a de nouveau, ce sont plusieurs propositions, notamment soviétiques depuis l'accès au pouvoir d'Andropov : —gel de fabrication des armements nucléaires, diminution dans l'équilibre des forces en Europe, un pacte de non-agression à la suite de la réunion du Pacte de Varsovie et une rencontre au sommet entre Reagan et Andropov. De leur côté, les USA répondent par ce qu'ils appellent « l'option zéro » et la double décision : maintien des négociations avec les Soviétiques et aussi maintien de la décision du déploiement des Pershing en cas d'échec de ces négociations.

Nous avons, autour d'une table ronde, recueilli les avis de M-L. Dumas Soula, directrice de publication de « Paix et désarmement », Pierre-Luc Séguillon, rédacteur en chef de *Témoignage chrétien*, Pierre Bauby, membre du secrétariat du PCML.

...du désarmement, de la paix...

LA SITUATION EN EUROPE

M-L. Dumas-Soula. La situation en Europe est extrêmement troublée, il y a de graves menaces pour la paix en Europe : d'une part à cause de l'entassement considérable des armements sur le sol européen, mais cela n'est pas une nouveauté, cela date en fait depuis qu'il y a des blocs. Ce qui accroît précisément le danger, c'est que l'Europe est divisée en deux alliances dans lesquelles je vois la volonté d'une espèce d'hégémonie soviéto-américaine et,



c'est le fait que les Européens ne peuvent plus supporter cette situation (se retrouver obligatoirement dans un bloc ou dans un autre), de ne pas pouvoir choisir une voie indépendante hors des blocs. Cela s'est aggravé, car avec l'introduction des Pershing et l'affaire de Pologne aussi, cela a montré que les Européens n'étaient absolument pas

maîtres de leur avenir ni de leur destinée en matière de défense. « L'équilibre des forces » est un sophisme que je rejette totalement, dans la mesure où cela contribue à perpétuer l'existence des blocs, à la maintenir. « La paix » est donc basée sur une course aux armements perpétuelle, puisque après tout, toute amélioration d'une arme est en fait une supériorité acquise par l'un sur l'autre et que l'autre va s'empêcher de rattraper. Une perpétuation de la course aux armements qui est tout à fait préjudiciable à nos intérêts puisque les Européens sont totalement écartés des négociations soviéto-américaines, qui sont secrètes, et de toute prise de décision concernant ces armes et n'ont aucun pouvoir sur cette course aux armements.

P. L. Séguillon. Effectivement, la situation internationale est caractérisée par cette cassure en deux blocs que, par commodité, on appelle « division de Yalta ». Et, depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, les Etats-Unis et l'URSS se sont livrés à une course incessante dans le domaine des armements; les seconds cherchant à rattraper le retard qu'ils avaient pris sur les premiers. Aujourd'hui, les Soviétiques sont sans doute parvenus à une parité globale. Mais il faut bien voir que ce que l'on appelle « l'équilibre des forces » (ou le « déséquilibre ») est un non-concept. Que peut bien signifier, aujourd'hui, l'équilibre eurostratégique lorsque les Etats-Unis comme l'URSS ont les moyens de détruire cette Europe et de se détruire eux-mêmes plusieurs fois?

Dans l'affaire SS20/Pershing, il faut aussi prendre la mesure de l'intoxication à laquelle il est procédé des deux côtés. De ce point de vue, il faut rap-

peler que si, de fait, les SS20 sont beaucoup plus performants et moins vulnérables que les SS4 et SS5 qu'ils remplacent au titre d'une « modernisation », ceux-ci étaient déjà braqués sur l'Europe. La menace nucléaire soviétique sur l'Europe occidentale n'est donc malheureusement pas nouvelle. A l'inverse, et contrairement à ce qui est parfois affirmé, cette Europe occidentale sans Pershing II n'est pas aujourd'hui désarmée ou dénucléarisée. Aux potentiels français et britanniques, il faut ajouter les milliers d'ogives américaines qui se trouvent déjà sur notre continent, sans compter les trois sous-marins nucléaires américains mis à la disposition de l'OTAN!

Par ailleurs, il faut bien voir l'enjeu politique, par-delà les considérations d'ordre purement stratégique. Quel est le jeu des Soviétiques? Forts de ce qu'ils estiment être la parité atteinte, ils souhaitent que la situation soit gelée. Pour des raisons intérieures, en effet, ils font tout pour ne pas devoir reprendre une course aux armements qui représente un lourd fardeau pour leur économie. Mais, dans le même temps, ils utilisent au mieux l'affaire des SS20 pour tenter d'enfoncer un coin diplomatique dans le bloc occidental. De leur côté, les Etats-Unis ne cachent guère leurs objectifs : par une reprise de la course aux armements, ils entendent obliger l'URSS à suivre le rythme, donc à s'épuiser économiquement, donc encore, espèrent-ils, à renoncer à ses ambitions de superpuissance. Par l'installation des Pershing II qui, au vrai, ne sont pas la réponse la plus adéquate techniquement aux SS20, ils ont deux ambitions : renforcer leur maîtrise stratégique, économique et politique sur l'Europe;

mais aussi inaugurer un certain découplage entre le vieux continent et le nouveau continent ce qu'exprimait très clairement Ronald Reagan lorsqu'il parlait de la possibilité d'un conflit nucléaire limité en Europe.

LES PROPOSITIONS SOVIÉTIQUES

P. L. Séguillon. Les propositions faites par les Soviétiques depuis un an et, plus particulièrement, depuis l'arrivée de Youri Andropov au pouvoir, illustrent le jeu qui est le leur : empêcher l'installation des Pershing II et tenter de favoriser un relâchement des liens entre l'Europe et les Etats-Unis.

Les Etats-Unis, pour leur part, s'ils ne sont pas prêts à céder, doivent néanmoins tenir compte du coût économique mais aussi politique du projet d'implantation des euromissiles. Les récentes propositions du général Rogers, commandant en chef de l'OTAN — un accroissement de l'armement conventionnel sophistiqué de l'OTAN financé par les membres de l'Organisation atlantique — ne seraient-elles pas, déjà, l'ébauche d'une alternative — plus économique à tous les plans — pour les Etats-Unis? Mais tout aussi redoutable?

P. Bauby. Ces différentes propositions et discussions actuelles témoignent une fois de plus de l'importance de l'Europe, du fait que l'Europe soit un point-clé, un enjeu de la rivalité de deux superpuissances qui rivalisent pour l'hégémonie mondiale. Il y a un risque à ne parler que d'armement nucléaire, c'est ce qui est sensible, mais le problème de l'armement conventionnel est tout aussi important. Enfin, les dernières propositions soviétiques relèvent d'une offensive de paix de l'URSS. Le fait qu'il y ait propositions de nouveaux accords, de sommet, de gel, etc., ce n'est pas tellement nouveau. Car depuis 1956, il y a eu 13 traités dont 9 sur les armes nucléaires, qui n'ont pas empêché la poursuite de la course aux armements. Pacte de non-agression : ça peut sembler nouveau, c'est déjà dans la Charte de l'ONU, que tous les Etats y compris les USA et l'URSS ont signée et qu'ils foulent aux pieds. Là aussi, il faut relativiser. Ce qui est le plus nouveau, c'est la volonté soviétique de ne pas s'adresser qu'aux USA mais aux différents pays, d'essayer de jouer sur les contradictions dans le camp de l'Ouest, des pays européens

avec les USA, et en profitant de la sensibilité de l'opinion publique.

Pourquoi ces nouvelles propositions? Il faut tenir compte des graves difficultés suscitées par la crise économique qu'affrontent l'une comme l'autre des superpuissances. La course aux armements a peut-être des avantages à un certain moment pour remédier à une situation de crise économique, mais à partir du moment où cela prend des dimensions considérables dans le budget, cela a aussi des effets inverses, des risques de catastrophe économique encore plus importants. Il faut faire très attention aux raisonnements en terme d'équilibre, car ce sont eux qui justifient la course aux armements, il ne peut pas y avoir d'équilibre complet et total. Il faut casser ce raisonnement de l'équilibre des forces qui est on ne peut plus difficile à apprécier dans la réalité pour essayer de voir ce qu'il faut faire pour désarmer réellement la course aux armements.

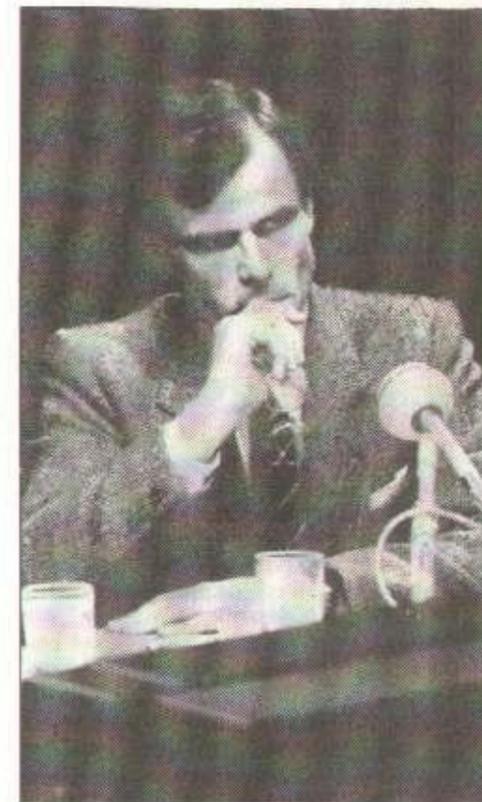
M-L. Dumas-Soula. Il y a eu changement du côté des Soviétiques. Il y a quelque chose qui m'a amusée : les Soviétiques baisseraient le nombre des SS20 de 220 à 162, chiffre qui équivaldrait aux missiles français et anglais. En fait, les missiles français et anglais font 144 vecteurs, donc un léger bénéfice pour l'URSS, particulièrement au niveau des têtes : presque 300 têtes pour la France et l'Angleterre, contre presque 500 pour les SS20. L'URSS avoue officiellement qu'elle a des SS20 en trop, 58 missiles en trop qu'elle accepte de rayer. C'est une bonne chose qu'elle dise qu'il y a des missiles en trop et qu'elle propose d'en détruire. On ne sait pas le chiffre, mais une limitation des arsenaux doit s'accompagner d'une destruction d'armes et cette destruction sera effective et réelle si elle peut être vérifiée et constatée, que l'on ne s'en tienne pas à la bonne volonté de l'un ou l'autre des super-grands.

Travailleurs. Comment appréciez-vous la volonté soviétique d'inclure les armes françaises dans les négociations et que pensez-vous de la position du président Mitterrand qui a déclaré devant le Bundestag que les forces françaises ne pouvaient être prises en compte dans les négociations de Genève?

M-L. Dumas-Soula. Comptabiliser l'armement français et l'armement anglais dans cet équilibre, me déplaît profon-

dément. Dans la mesure où l'Angleterre fait partie de l'OTAN, cela peut se comprendre, mais pas pour l'armement français, puisque la France est indépendante de l'OTAN, cela paraît dire : « l'armement français fait partie de l'arsenal nucléaire américain, fait partie de la volonté d'agression américaine contre l'URSS », ce n'est pas du tout dans ce sens qu'a été construit l'armement français mais bien dans un but d'indépendance pour assurer la sécurité du territoire.

P. L. Séguillon. Les propositions soviétiques s'inscrivent dans une partie de bras de fer diplomatique. Il semble que, dans cette perspective, le Kremlin a cherché à prendre la France à son propre piège dès lors que celle-ci, par la voix de son président, prenait officiellement position en faveur de l'implantation des euromissiles. La France ne peut à la fois, en effet, réclamer le rétablissement de l'équilibre eurostratégique et affirmer que sa force de dissuasion, dissuasion du faible au fort, est fondée sur une conception totalement étrangère à cet équilibre. Faut de quoi on s'expose à ce que les Soviétiques réclament que cette force française soit comptabilisée dans le calcul Est-Ouest.



Travailleurs. N'est-ce pas en même temps pousser la France dans l'OTAN?

P. L. Séguillon. Cela vise surtout à mettre le discours actuel de la France en porte-à-faux et à l'obliger à choisir entre l'affirmation d'une défense indépendante et le soutien apporté à l'implantation des Pershing II. Ce faisant, les Soviétiques gênent à l'évidence les Européens. Il est intéressant de noter, de ce point de vue, que, dans le discours qu'il a prononcé à Bonn, le chef de l'Etat s'est efforcé de tenir ensemble deux positions qui me semblent contradictoires : l'affirmation de l'indépendance de la dissuasion française et l'alignement sur la position américaine dans l'affaire des euromissiles.

P. Bauby. Cela dénote une fois de plus que si on prend le débat comme Américains et Soviétiques le prennent, c'est un débat piégé : c'est-à-dire, on se met à comptabiliser avec des calculs très contestables. Je crois qu'il ne faut pas rentrer dans le débat tel qu'il est posé si on veut défendre la paix en Europe, et aller vers un véritable désarmement. Si on veut s'en sortir, il faut parler à nouveau des armes conventionnelles puisque des guerres ont lieu dans le monde, et sortir de la logique de la course aux armements, refuser la comptabilisation et voir ce qu'il faut faire pour désarmer réellement.

CASSER LE SYSTEME DE LA COURSE AUX ARMEMENTS

P. Bauby. Pour casser le système actuel de course aux armements, il y a des propositions faites par un certain nombre de pays du Tiers Monde, bien qu'elles n'aient pas connu un grand succès diplomatique. De notre point de vue, on aurait tout intérêt à une alliance entre les pays d'Europe et du Tiers Monde pour contraindre les deux superpuissances à ce processus :

— Sur le désarmement

1— les deux superpuissances cessent tout essai nucléaire immédiatement et cessent aussi toute amélioration qualitative de leurs armements;

2— elles réduisent à 50% leur arsenal sous contrôle de l'ONU, ce qui marquerait une étape décisive dans le processus; mais que les deux super-

puissances commencent, ensuite les autres pays nucléaires;

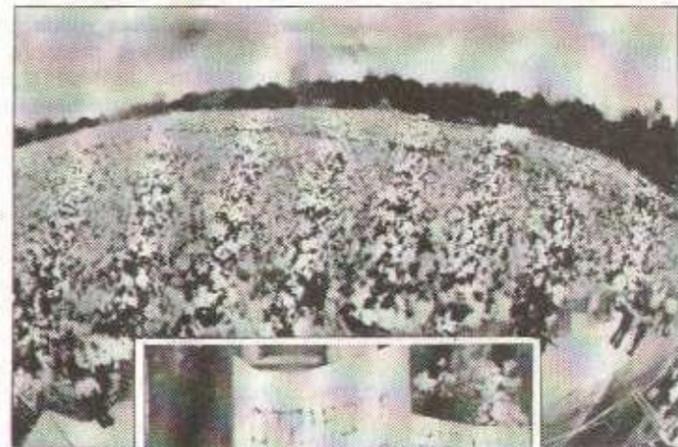
3— en même temps, réduction des armements conventionnels.

En ce qui concerne les confrontations actuelles, à la périphérie de l'Europe : il faut contraindre les deux superpuissances à respecter les décisions de l'ONU, au Proche-Orient, en Amérique centrale et du sud, en Afghanistan, au Cambodge, etc.

P. L. Séguillon. D'accord sur l'objectif. Il faut commencer par les arsenaux des deux Grands qui sont sans commune mesure avec ceux des autres puissances nucléaires. Il convient, en effet, ici et là que ne soient pas créées de nouvelles générations d'armes. Mais il faut aussi que soit mis en œuvre un processus de réduction progressive. Comment en arriver là? La récente session extraordinaire des Nations Unies a souligné le rôle important que pouvaient jouer les opinions publiques. Il est capital.

LE ROLE DE LA FRANCE ET DU MOUVEMENT PACIFISTE

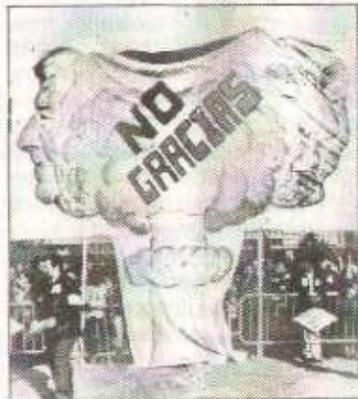
P. L. Séguillon. Il y a aussi le rôle des gouvernements. Que peut faire un pays comme la France de ce point de vue? Ecartons l'idée d'un désarmement unilatéral qui la renverrait à une intégration dans l'OTAN et à un alignement sur les USA. En revanche, notre pays pourrait agir dans plusieurs directions. D'abord, en ne s'engageant pas sous la bannière américaine dans la confrontation sur les euromissiles, notre pays affirmerait une indépendance qui lui donnerait une plus grande crédibilité dans les instances internationales pour œuvrer en faveur de solutions concrètes de désarmement entre les Grands. Dans cette voie, la France pourrait prendre un certain nombre d'initiatives diplomati-



← New York



Buenos Aires →



← Madrid



Paris

ques. Le président de la République a déjà évoqué le projet d'une conférence mondiale sur le désarmement. Par ailleurs, un gouvernement comme le nôtre aurait un grand intérêt à ne pas observer la plus grande méfiance à l'encontre des mouvements de paix et à ne pas les assimiler, a priori, à des mouvements munichois! Ces mouvements, en effet, manifestent, outre la crainte d'un conflit nucléaire, une volonté d'indépendance originale chez les peuples européens lassés d'être des marionnettes agitées entre les deux blocs.

M-L. Dumas-Soula. La volonté d'indépendance, elle est mondiale; c'est un des leitmotivs de l'ONU. Ce qui permet de faire le lien entre les mouvements pacifistes et le Tiers Monde, c'est la volonté d'indépendance vis-à-vis des super-grands. Le mouvement pour la paix aurait beaucoup de force et de poids si effectivement il prenait une position très claire et précise sur la volonté d'indépendance du Tiers Monde et par conséquent, il serait amené à soutenir des luttes pour l'indépendance, y compris des guerres d'indépendance bien que cela paraisse a priori paradoxal; mais ces guerres-là sont à envisager dans le sens de restaurer une paix troublée par une ingérence étrangère, que ce soit au Salvador, en Afghanistan, en Turquie ou en Pologne. Le mouvement pour la paix serait tout à fait conforté et renforcé s'il y avait cette alliance par-dessus les continents avec les mouvements de libération na-



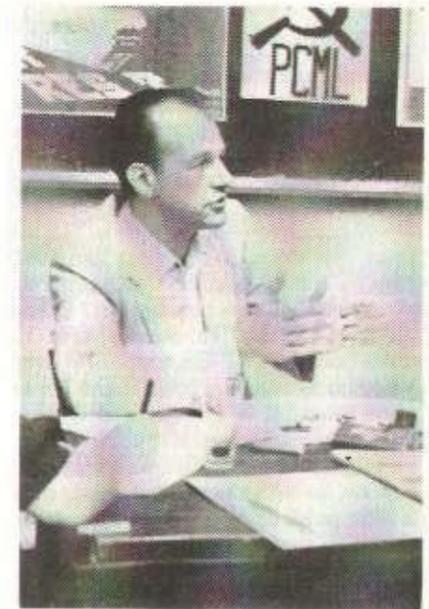
tionale quelle que soit la puissance agressive.

Cela renforcerait du même coup l'indépendance des mouvements pour la paix, qui ont intérêt à vraiment

éclaircir leur position par rapport aux USA et à l'URSS, devenir réellement indépendants d'une analyse soviétique ou américaine de la situation internationale, devenir des non-alignés.

P. L. Séguillon. Ne nous faisons pas d'illusion. Si les mouvements européens ont en commun de manifester cette aspiration nouvelle à l'indépendance, de manière diffuse, ils sont très hétérogènes. Chacun a des connotations particulières : des conceptions humanistes, politiques, religieuses, écologiques se superposent parfois dans une grande confusion. Personnellement, je doute qu'on puisse attendre qu'ils aient un jour une unité d'analyse et d'action politiques. Reste, en effet, cette commune ambition à ne plus être aligné sur l'un ou l'autre camp. Doit-on passer de l'ambition au non-alignement au neutralisme, qui sont deux choses très différentes? Il est vrai, sans doute, que certains, en RFA notamment, rêvent qu'un jour le pas soit franchi. Pour ce qui concerne la France, en tout cas, je ne crois pas qu'elle puisse devenir un pays neutre ni ne le souhaite. Je souhaite seulement que sa politique soit toujours plus indépendante et ne s'aligne sur quiconque.

P. Bauby. Si on veut jouer un rôle actif, on peut faire plusieurs choses. La première c'est de renforcer le mouvement populaire en France parce que le problème des missiles concerne toute l'Europe et pas quelques pays. Il ne faut pas laisser retomber ce mouvement populaire puissant qui s'est manifesté le 20 juin dernier et au contraire chercher à le développer y compris pour pousser le gouvernement à prendre des initiatives qui soient positives dans ce sens. La France doit jouer un rôle plus important et influencer sur les négociations, mais je suis très réservé sur un geste unilatéral de la France. Je ne vois pas de contradiction entre le fait que la France joue un rôle dans les négociations et le fait qu'elle apporte une aide plus importante aux peuples du Tiers Monde qui subissent en premier la crise internationale, mais là où il y a des confrontations, au Proche-Orient par exemple, la France devrait jouer un rôle plus positif en prenant clairement position pour l'existence d'un Etat palestinien qui est la condition pour restaurer la paix dans cette région... La France ne peut avoir un rôle moteur sur les questions de désarmement sans en avoir un dans les



questions qui se posent aujourd'hui dans le Tiers Monde. L'alliance entre la France et le Tiers Monde c'est la clef, pas seulement dans le désarmement. La France ne joue pas le rôle qu'on aurait espéré lui voir jouer après le 10 mai.

P. L. Séguillon. Je crois personnellement que le non-alignement ne peut vraiment prendre corps que s'il excède les limites de ce que l'on a appelé le groupe des non-alignés et si son axe passe aussi par les pays industrialisés.

Mais ceci est un autre débat...



A commander à Presse d'Aujourd'hui : 6,00 F — port : 2,90 F

DANTON

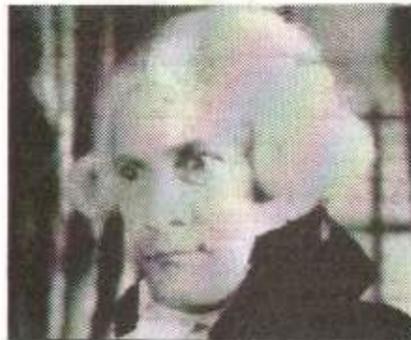
d'Andrzej Wajda

Après le Danton théâtral de Hossein, voici le Danton cinématographique de Wajda. Un Danton truculent, personnage populaire et généreux... contre un Robespierre, glacial et impitoyable, qui fait passer la raison d'Etat avant tout...

Intéressant et passionnant, le film de Wajda l'est incontestablement... Mais, est-il juste de réduire ce combat politique à un affrontement de deux personnalités? Le bon contre le méchant, en quelque sorte. Le moins que l'on puisse dire, c'est que la vérité historique en prend un coup. Quand Robespierre dénonçait la corruption et le défaitisme, alors que l'ennemi était aux frontières, ne défendait-il pas les intérêts du peuple? Bien sûr, les méthodes employées pour clore le débat politique, avec le recul, apparaissent comme un tantinet expéditives. Elles témoignent en plus d'une faiblesse indiscutable du pouvoir révolutionnaire et finalement le conduiront à l'échec...

Montrer un Danton attaché aux libertés formelles opposé à un Robespierre dogmatique, cela équivaut à se servir de l'histoire pour dénoncer des situations politiques bien contemporaines...

EXPO — THEATRE — CINEMA —



LA FUITE EN AVANT

de Christian Zerbib

Comment un travailleur bien tranquille, c'est-à-dire un peu moutonnier sur les bords, sera conduit, en ouvrant les yeux sur sa condition, à la folie.

Une usine quelque part en Belgique. Imbert et sa femme y sont employés. Les conditions de travail y sont déplorables, les cadences infernales. Survient l'accident... (une presse qui tranche le bras de la femme). Les ouvriers répliquent par la grève. Imbert par une révolte individuelle et larvée qui le ronge lentement. Jusqu'à l'explosion finale...

Des images vraies sur une situation vraie. Le patron paternaliste, complètement dépassé par les événements, qui se retrouve « démissionné » par son conseil d'administration; les ouvriers; l'usine; la lutte; les nerfs; et le cheminement de l'homme seul qui conduit au désespoir.

Curieux pourtant, cette vasouillarderie de terroriste italien qui vient se greffer sur l'intrigue, sans lien direct avec elle... A moins que Zerbib ait voulu faire un parallèle avec le geste désespéré final d'Imbert?

Claude DHALLUIN

Un appel pressant : 30 000 francs pour avril

Une bataille politique s'est engagée avec les prochaines élections municipales. On en connaît les enjeux : résister à l'offensive de la droite, contribuer à l'expression des aspirations populaires au changement, mettre en place les hommes et les femmes qui conduisent la vie communale. Enjeux de taille.

Cette fois, notre parti y fait quelques premières armes, présentant des candidats en position d'être élus sur différentes listes d'union. Même peu nombreuses et fort modestes, ces candidatures vont entamer les finances du parti.

Question finances, la bataille, comme toujours, est inégale. Les Chirac, Collomb, Gaudin, Giscard, nationaux et locaux, vont tapageusement étaler leurs portraits sur les panneaux publicitaires et les murs des villes. Sans frein ni limite : ils ont les forces de l'argent derrière eux. Du côté des forces ouvrières et populaires, ce sont les billets de 10,00 et 50,00F difficilement économisés sur les budgets déjà serrés des travailleurs qui paient et vont payer tracts et affiches. Ce sont ceux que notre parti, que nos camarades engagés dans la bataille municipale sollicitent de leurs amis et proches. Avec fierté et tranquillité d'esprit. Car soutiens financiers indispensables, ces « petits sous » constituent des contributions politiques au combat commun.

30 000,00F pour fin avril nous sont indispensables. Ce n'est pas énorme, mais nécessaire pour boucler notre budget et faire face aux frais exceptionnels de campagne. *Travailleurs* ouvre donc ses colonnes à une « souscription-municipales » jusqu'à fin avril. Objectif : 30 000,00F minimum; le Comité central du parti, lors de sa dernière réunion, a réuni 2 738,00F. Encore 27 262,00F à rassembler!

S'abonner, abonner un ami,
est un soutien **INDISPENSABLE**
à notre combat

TRAVAILLEURS
mensuel
PCML Flash
hebdomadaire

6 mois : 80,00F
12 mois : 150,00F

EXPO — THEATRE — CINEMA —

PRESENCE DE LA CHINE

A partir de la mi-février, va débiter au Muséum d'Histoire naturelle une importante exposition qui permettra de mieux connaître la richesse du patrimoine culturel chinois.

Cette exposition intitulée « *Chine : fresques du désert de Gobi, la route de la Soie au Jardin des plantes* », comportera une soixantaine de fresques, grandeur nature et en couleur, des célèbres grottes de Dunhuang. Ce site, qui fut un haut lieu du bouddhisme, est composé de plus de 450 grottes dans lesquelles se trouvent plus de 3 000 sculptures et environ 40 000 m² de peintures murales. De nombreux objets provenant de la Route de la Soie et appartenant aux collections du Musée de l'Homme sont également présentés.



L'Association des Amitiés franco-chinoises, elle, propose un regard plus actuel sur la Chine à travers un cycle de conférences et un ciné-club. Parmi les prochaines conférences, retenons particulièrement celle du 8 mars au cours de laquelle Alain Roux, spécialiste de la Chine au PCF et auteur du « *Casse-tête chinois* », parlera de « *la pénétration des idées socialistes en Chine* », et celle d'Hélène Marchisio, le 12 avril, qui sera consacrée à la politique agricole actuelle (voir *Travailleurs* n°4).

D'autre part, les AFC ont créé un ciné-club où sont projetés tant des films anciens que récents. Un bon moyen de connaître le cinéma chinois. A ce propos, espérons que « *La véritable histoire d'Ah Q* » présentée au Festival de Cannes sortira sur les écrans français.

PAS DE PUBLICITE POUR JEAN-MARIE BOURSICOT

Homme de théâtre, Jack Lang, depuis son accession au ministère de la Culture, a frappé les trois coups à plusieurs reprises... en réinstallant le prix conseillé pour le livre et en annonçant des réformes dans ce domaine... Or, il semble aujourd'hui qu'il s'agissait juste d'une pièce en un acte. Puis notre ministre faisait une déclaration coup de théâtre... sur le cinéma lors du Festival de Deauville... Enfin, en octobre dernier, Monsieur le ministre, dans une somptueuse mise en scène, élevait le Musée de l'Affiche au rang de Musée de l'Affiche et de la Publicité... un mois plus tard, c'est la tragédie pour Jean-Marie Boursicot.

Jean-Marie Boursicot a une passion : le film publicitaire qu'il commence à collectionner dès l'âge de dix ans. Depuis janvier 82, Boursicot s'occupait de la cinémathèque du Musée de l'Affiche où il avait mis sa collection riche de 25 000 films à disposition, et il avait obtenu un contrat de chargé de mission. Le 26 novembre 82, un mois jour pour jour après la venue de Jack Lang, Jean-Marie Boursicot était avisé que son contrat ne serait pas renouvelé et sa collection était mise sous séquestre pour inventaire contradictoire : un litige portait sur quelques films achetés l'an dernier par le Musée de l'Affiche. Du jour au lendemain, Boursicot est à la rue et dépossédé de sa collection.

Changement!? Vous avez dit changement? Souvenez-vous de « l'affaire » Langlois, le fondateur de la Cinémathèque française... mais c'était du temps de la droite ça... Depuis ça a changé. Demandez à Jean-Marie Boursicot ce qu'il en pense.

THEATRE DE GORKI

Surtout connu comme romancier, Maxime Gorki fut l'auteur de plusieurs pièces qui généralement dressent le tableau de la fin de la Russie tsariste. Le Théâtre de la Ville a inscrit à son programme « *Les Bas fonds* » dans une mise en scène de Lucien Pintilié, qui a déjà monté deux autres pièces de Gorki.

L'Atelier Théâtre d'Aubervilliers quant à lui, donne, au Théâtre de la Cité Internationale, une adaptation du célèbre roman de l'écrivain russe : « *La mère* ».

AFFICHES DE LA REVOLUTION RUSSE AU MUSEE DE L'ARMEE

En 1980, le Musée des deux guerres mondiales, qui dépend du Musée de l'Armée, avait organisé une remarquable exposition sur la gravure sur bois chinoise lors de la guerre de résistance contre l'invasion japonaise.

GUERRE ET REVOLUTION EN RUSSIE 1914-1921



Cette année, et jusqu'à la fin de ce mois, ses animateurs ont réuni sous le titre « *Guerre et Révolution en Russie : 1914-1921* », une tout aussi remarquable collection d'affiches de cette période.

Respectant la chronologie des événements, affiches et images évoquent tour à tour la guerre, la guerre civile puis le début de l'édification et la défense de la patrie socialiste.

Véritable leçon d'histoire, cette exposition reflète également la diversité de l'importante production d'affiches que connut la Révolution d'octobre — diversité qui apparaît d'autant plus qu'une grande partie des affiches qui composent l'exposition sont pratiquement inconnues du public. Signalons qu'un catalogue très complet a été édité pour l'occasion.

Robert VALLOT

21 février 1944

Ce 21 février là, sont tombés sous les balles nazies vingt-trois hommes venus des quatre coins du monde, d'Espagne et d'Arménie, d'Italie et de Hongrie, de Roumanie et de Pologne. Accusés, sur les murs de toutes les villes de France d'être des «terroristes étrangers», ils ont su les actes et les mots qui unissent les hommes de toutes couleurs, de toutes religions, de tous pays contre l'injustice et l'abjection : « Je meurs sans haine en moi pour le peuple allemand. »

Cette «Affiche rouge», nos aînés ne l'ont pas oubliée, qui y placardèrent «L'armée de la résistance» sur l'odieuse «Armée du crime». Et les plus jeunes qui l'ont connue par Aragon et Ferré, année après année, ont marqué le 21 février par un hommage aux combattants de la liberté d'hier et par un rassemblement pour les combats du présent et de l'avenir. Ce 21 février d'aujourd'hui, le combat anticolonialiste, anti-impérialiste reste de mise. Ici, aux côtés des travailleurs et combattants venus de tous pays, contre le racisme et les discriminations. Et aussi, en solidarité, avec tous ceux qui vivent sous le joug, peuples des colonies françaises, peuples des terres occupées par les impérialismes d'aujourd'hui, là-bas, en Afghanistan et au Salvador, en Afrique du Sud et au Cambodge, en Palestine et en Erythrée.



*Des quatre coins du monde,
venus pour défendre
l'indépendance et la liberté...*